

La couverture du n°55 d'IPNS était prémonitoire. Elle annonçait avec trois mois d'avance le départ de Michel Moine, président de la com com Creuse Grand Sud, qui, après Christian Audouin au Parc naturel régional et Stéphane Cambou à Vassivière, serait le troisième président dont on se débarrasserait... Mais son départ a été aussi l'occasion de découvertes en cascade : un trou de 4 millions d'euros, une fausse délibération, une situation humaine catastrophique du côté des salariés et une compote démocratique dans laquelle 47 élus pataugeaient en s'excusant : "On ne savait pas, on ne se doutait pas, on découvre comme vous..."



Une expérience à mi-chemin entre thérapie et animation



2016 marque le 80^{ème} anniversaire du début de la guerre civile espagnole. À l’issue de la défaite des républicains, de nombreux Espagnols sont venus se réfugier en Limousin, et en particulier sur le Plateau de Millevaches. Certains se sont ensuite engagés dans la Résistance. D’autres, ou les mêmes, sont restés vivre ici. C’est cette histoire que deux jeunes historiennes ont décidé d’explorer et autour duquel nous avons bâti le dossier de ce numéro. Une histoire qui n’est pas sans écho avec ce qui se passe aujourd’hui où réfugiés, exilés, accueil ou rejet, donnent parfois l’impression que l’histoire se répète.

Le crépuscule des socialistes en Haute-Vienne de Robert Savy

Sur les chemins noirs de Sylvain Tesson

De la Chassagne au Monteil... Noms de lieux du parc naturel régional de Millevaches en Limousin de l'Institut d'estudis occitans dau Lemosin

Chroniques d'exils : Persécutés au pays, déboutés en France.

L'Abécédaire du cyclisme limousin : le bol d'or des Monédières.



Réfugiés syriens 2016
lire notre article page 6

Hier comme aujourd'hui

ACCUEILLIR



Réfugiés espagnols - 1939
lire notre dossier pages 7 à 10

Associations-nous !

Depuis 2014, des associations du Plateau se retrouvent régulièrement pour échanger et tenter d'activer une dynamique de réseau. Pas seulement pour trouver collectivement des solutions face au contexte économique difficile (baisse des subventions, menaces sur les aides à l'emploi), mais surtout pour mutualiser tout ce qui peut l'être et progressivement mettre en place des actions communes.

1,3 million d'associations en France, 16 millions de bénévoles : qui peut aujourd'hui prétendre vivre sans fréquenter de près ou de loin au moins une association, et ce de manière quasi-quotidienne ?

Menace sur les emplois associatifs ?

Le plateau de Millevaches n'échappe évidemment pas à ce constat. On y recense 1 300 associations qui œuvrent dans tous les domaines ou presque : petite enfance, santé, éducation, médias, formation, environnement, culture, tourisme, etc. Elles font vivre notre territoire en répondant à des besoins multiples : sociaux, économiques, culturels, environnementaux... prenant parfois le relais des services publics. Certaines, une minorité malgré tout significative, emploient du personnel. Et c'est souvent là que les difficultés résident : pour salarier une ou plusieurs personnes, il faut des rentrées d'argent régulières. Or, les subventions publiques - les fameuses subventions - sont plutôt orientées à la baisse ces dernières années, ce qui ne manque pas d'inquiéter les responsables associatifs et les salariés eux-mêmes. Et avec la fin du Limousin au profit de la Nouvelle Aquitaine, c'est le dispositif très avantageux des emploi-associatifs qui est menacé (aide financière du conseil régional à des postes de travail).

Mutualiser et faire réseau

De conversations informelles en discussions de couloir, des associations de l'ouest du Plateau ont donc organisé une première rencontre à Royère-de-Vassivière, à l'automne 2014 (une quarantaine de personnes présentes), suivie d'une seconde à Lacelle au printemps suivant. Objectif : mutualiser connaissances et bonnes pratiques, faire réseau et affirmer la place structurante et essentielle des associations sur notre territoire. Ainsi est né Associations-nous, un réseau de structures ayant pour dénominateurs communs le plateau de Millevaches et la volonté de rendre ce pays vivant et accueillant.

Prenons une action concrète. La vice-présidente de la région Nouvelle Aquitaine en charge de la vie associative souhaite consulter le monde associatif de l'ex-Limousin en vue de mettre en place un nouveau fonctionnement : elle sollicite Associations-nous, entre autres. Certains d'entre nous se questionnent sur l'opportunité d'intensifier l'accueil de jeunes en service civique sur le Plateau : on s'attrape la réflexion à quelques-uns et on se répartit le travail. Nous sommes plusieurs associations, proches géographiquement, à avoir des besoins occasionnels de véhicule : pourquoi ne pas envisager l'acquisition d'une voiture commune ?

Se coordonner


Aujourd'hui une vingtaine d'associations se reconnaissent dans ce projet, sans pour autant y participer activement. Peu importe, l'essentiel est qu'Associations-nous soit suffisamment représentatif du paysage associatif du Plateau pour dialoguer légitimement avec les élus locaux et régionaux, et dispose d'assez de forces vives pour mettre en place des actions communes qui bénéficient au plus grand nombre.

Franck Dessomme

Contact :

Franck Dessomme, Tél Millevaches : 05 55 67 94 04









NOUVEAU

Vous pouvez dès à présent effectuer le règlement de votre abonnement en ligne en utilisant le compte Paypal mis à votre disposition sur notre site

Paiement sécurisé.



L'abonnement est la meilleure solution pour soutenir IPNS et être sûr de bien recevoir tous les numéros !
IPNS ne vit que par ses lecteurs et compte donc sur eux !
Votre abonnement est indispensable à l'existence du journal !
Tous les anciens numéros sont consultables sur notre site : <http://journal-ipns.org>
Vous pouvez contacter IPNS en écrivant à l'adresse courriel suivante : contact@journal-ipns.org



Trimestriel édité par l'association IPNS. Clin d'oeil à "Imprimé Par Nos Soins" que connaissent bien les associations, notre titre décline différemment ses initiales dans chaque numéro.
Directeur de publication : Michel Lulek - 23340 Faux la Montagne. Mise en page graphique, illustrations : Michel Bernard et Philippe Gady. Imprimerie : Rivet Presse Edition - Limoges, labellisée Imprim'vert. Commission paritaire : 1017 G 81 797 - ISSN : 1635-0278.

<http://journal-ipns.org>

IPNS - Je m'abonne !

Nom :

Prénom :

Adresse :

Courriel :

Abonnement pour 1 an (4 numéros), ordinaire 14 € ☐ de soutien 20 € ou + ☐

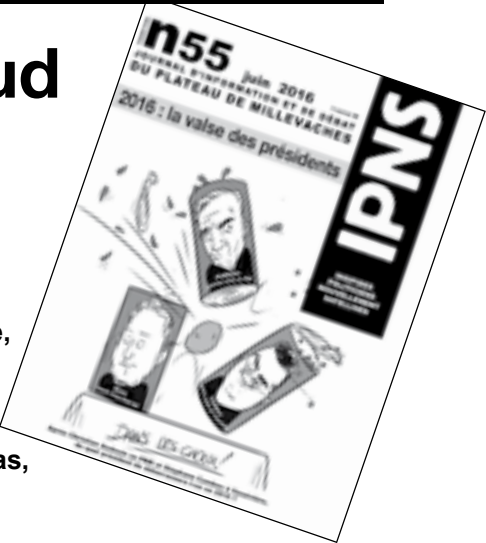
Abonnement pour 2 ans (8 numéros), ordinaire 28 € ☐ de soutien 40 € ou + ☐

Bon à retourner à : IPNS - 23340 - Faux la Montagne

Communauté de communes Creuse Grand Sud

Crise financière, crise politique, crise démocratique

La couverture du n°55 d'IPNS était prémonitoire. Elle annonçait avec trois mois d'avance le départ de Michel Moine, président de la com com Creuse Grand Sud, qui, après Christian Audouin au Parc naturel régional et Stéphane Cambou à Vassivière, serait le troisième président dont on se débarrasserait... Mais son départ a été aussi l'occasion de découvertes en cascade : un trou de 4 millions d'euros, une fausse délibération, une situation humaine catastrophique du côté des salariés et une compote démocratique dans laquelle 47 élus pataugeaient en s'excusant : "On ne savait pas, on ne se doutait pas, on découvre comme vous..."



Nous ne raconterons pas ici tous les épisodes qui se sont succédés depuis la démission du maire d'Aubusson de son poste de président de Creuse Grand Sud le 19 septembre 2016. Nous vous renvoyons à la page facebook du collectif Ici les habitants et aux 15 numéros déjà parus de son petit bulletin qui raconte presque au jour le jour les épisodes de ce triste feuilleton (1).



Le nouveau bureau de Creuse Grand Sud

Dominique Simoneau, La démocratie participative, ça la connaît !

Il faut donner les faits pour douter des compétences de Madame Simoneau pour assurer ses missions de vice-présidente chargée de la démocratie participative, du développement durable et des rivières. Les voici.

La cata

Pour résumer, disons que Michel Moine, prenant prétexte d'un redécoupage des com com en Creuse qui ne lui convenait pas, s'est dépêché de quitter le navire qui prenait l'eau. Il espérait rejouer le coup qu'il avait réussi en 2014 en fusionnant la com com d'Aubusson-Felletin avec celle du Plateau de Gentioux pour diluer un surendettement prévisible dû à quelques grosses opérations : la piscine ...d'Aubusson, le boulodrome ...d'Aubusson et la Cité de la Tapisserie ...d'Aubusson. En fusionnant dans un espace encore plus grand, la pilule aurait pu être absorbée. Trois mois plus tard, la Direction régionale des finances publiques confirme l'état de faillite de la collectivité : 9,2 millions € d'endettement au 31 décembre 2015 ; un budget 2016 déficitaire de 780 000 € en fonctionnement ; un déficit cumulé prévisible de 3,5 millions € au 31 décembre 2016 ; des factures impayées ou "oubliées" de 747 000 € en fonctionnement et de plus de 945 000 € en investissement ; un emprunt de plus de 2 millions qu'il faudra rembourser en juin 2017 pour lequel on n'a pas le premier centime... Et cette formule des services de l'État : les comptes étaient "insincères". Cerise sur le tas de fumier : on découvrait également qu'une fausse délibération avait été réalisée en 2015 (par qui ? La procédure judiciaire qui a été lancée devrait nous éclairer sur ce point) pour emprunter quelques 2,5 millions à la banque !

Le retour des grenouillages

Un nouveau bureau a donc été élu pour assainir la situation. L'opération qui s'est déroulée le 5 octobre avait les allures d'une pantalonnade. Le nouveau président, Jean-Luc Léger, s'est vu imposer des vice-présidents qu'il ne désirait pas, ses candidats étant éjectés pour la moitié d'entre eux. Entre vengeances personnelles, solidarités politiques et sans doute un brin d'improvisation, on a même vu l'élection d'une vice-présidente chargée de la démocratie participative en la personne de la maire de Gentioux, connue pour son aversion et son action nuisible envers tout ce qui peut s'en approcher. Moine, le tyran débonnaire, a laissé la place à un curieux attelage où s'affichent, selon les moments et les personnes, bonne volonté, désarroi ou méthode Coué... avec de régulières remontées de réflexes politicards ou partidaires.

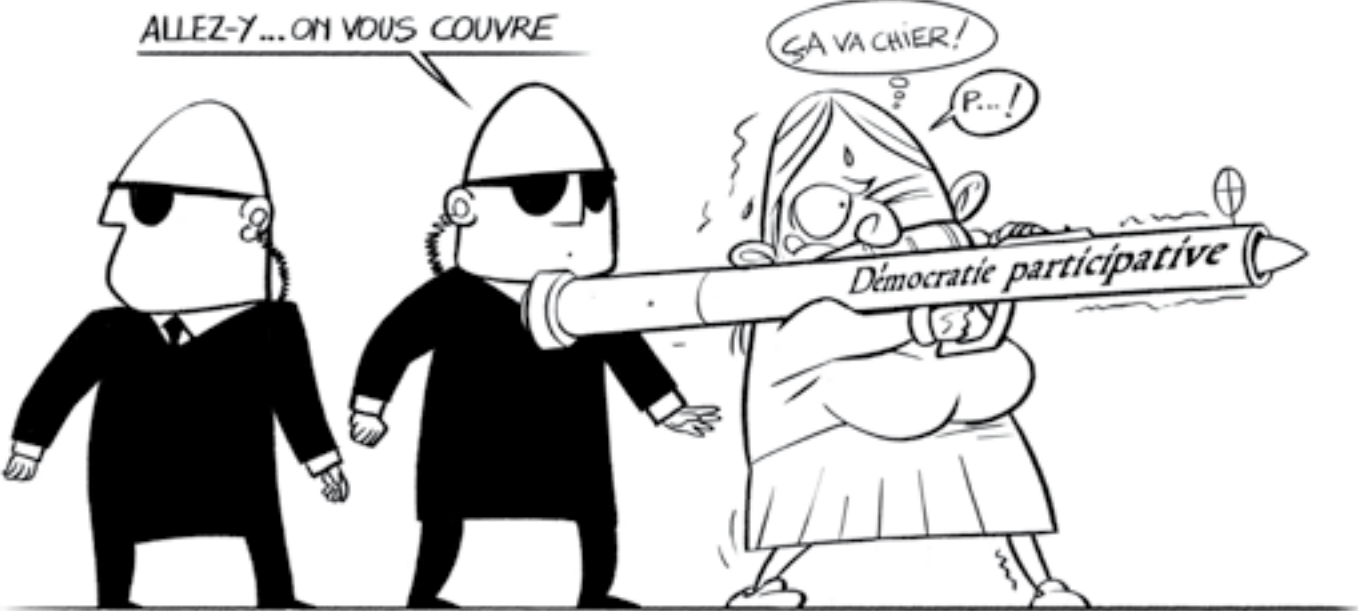
Une dynamique citoyenne

Du côté d'un certain nombre d'habitants, on s'est mobilisé. Des réunions publiques, un bulletin d'information, des interventions sur le marché et dans les médias, ils sont quelques dizaines à avoir décidé de faire de cette histoire leur affaire. Après tout ils sont autant concernés que les délégués communautaires censés les représenter et qui les ont menés en réalité au fiasco. Et ce n'est pas fini ! Pour boucher les trous, la collectivité a décidé de vendre une partie de

ses actifs, dont le foyer d'accueil médicalisé de Gentioux dont elle espère tirer 4 à 5 millions – mais dont, à l'avenir, elle devra se passer des 250 000 € annuels qu'il lui rapportait. Le collectif intitulé "Ici les habitants" a donc entrepris de ne pas laisser nos apprentis-sorciers en liberté. Mon papa me répétait : "Confiance mérite contrôle". Ce précepte pédagogique vaut bien aujourd'hui pour ces élus politiques, non ?

Michel Lulek

(1) <https://www.facebook.com/Ici-les-habitants-300248153682287> (accessible même si vous n'êtes pas inscrit sur facebook)



Que peut-on attendre d'une élue qui démarche une commune voisine pour une éventuelle fusion sans même en discuter en amont avec l'ensemble de son conseil municipal ? D'une élue qui annonce qu'elle n'a pas l'intention de consulter ses administrés sur ce sujet ? D'une élue qui organise des "repas citoyens" dont la majorité des places a été réservée avant l'annonce officielle ? D'une élue qui fait parvenir sa lettre d'information de façon sélective ? D'une élue qui a tenté de retirer le droit de vote à six habitants de sa commune d'après des suppositions, des jugements infondés (et qui a été retoquée par la justice à cette occasion) ? Comment accorder un quelconque crédit à une vice-présidente chargée de la démocratie participative, alors que celle-ci critiquait cette mission dans l'une de ses lettres d'information (avril 2016) en affirmant : "Lors de consultations dites "participatives", seules quelques personnes ou quelques minorités agissantes participent. Cela revient à faire prendre des décisions par une minorité de personnes non élues." Que peut-on penser d'une élue qui outrepassse ses pouvoirs de police en demandant à la gendarmerie de "dégager" du marché, des producteurs de sa commune lors de la fête "du village" ? D'une élue qui contacte le PNR pour remettre en question des subventions attribuées à la communauté de communes pour des travaux de rivière réalisés sur sa commune ? D'une élue qui remet en question les financements de la CAF pour un centre social sur sa commune et qui dénigre une association parce que, soi-disant, son activité fait doublon, et parce qu'elle associe activités sociales et économiques ?

Dans son propre fief, à Gentioux, Madame Dominique Simoneau a pratiqué la démocratie participative à SEULEMENT deux reprises :
- Dernièrement par la consultation des habitants du bourg pour la dénomination des rues. Malheureusement certains habitants ont témoigné qu'ils n'avaient pas été informés de cette démarche.
- Dans les mois qui avaient suivi son élection, par la mise en place de commissions municipales dont certaines ont avorté à peine quelques semaines après leur mise en place, et toutes ont été abandonnées dans l'année. Était-ce pour calmer les ardeurs d'une partie de la population locale ? Était-ce pour démontrer qu'il n'y avait (d'après ses propres conclusions) pas de solutions ?

Plaine et Plateau : vrai ou faux clivage ?

Dans les débats qui ont agité Creuse Grand Sud, une opposition entre le Plateau et la Plaine a été évoquée plusieurs fois. Il y aurait un “esprit” du Plateau qui serait différent de celui de la plaine, et qui expliquerait en partie les incompréhensions.

Qu'en est-il de cette opposition “Vallée / Plateau” ? On pourrait, d'un simple trait de plume, dire qu'elle n'est qu'une construction des médias qui aiment les choses clivantes... Pourtant, derrière cette opposition apparente et parfois effectivement artificielle, se cachent de véritables cultures différentes qui se méconnaissent mutuellement, et, par voie de conséquence, s'opposent, voire se jettent des anathèmes.

La culture du Plateau, une culture horizontale

Commençons par explorer la culture du Plateau, ce qu'elle est et comment elle est perçue. Elle est d'abord multiple et non monolithique. Elle n'est absolument pas organisée de façon hiérarchique. Son horizontalité en est même une caractéristique. Elle fonctionne en réseaux d'affinité, de proximité, qui se croisent de plein de façons différentes. Elles est souvent mélangée et non clivée, intégrée avec des gens nouveaux et des gens d'ici et d'avant. L'ancienne com com du plateau de Gentioux avait ainsi un fonctionnement très horizontal, très égalitaire. Si certains élus étaient plus “locomotives” que d'autres, pour autant, l'ensemble marchait de conserve. L'historique de cette culture du Plateau provient d'une part de l'action d'élus comme François Chatoux, Pierre Desroziers ou Bernard Coutaud, respectivement anciens maires de Faux-la-Montagne, Gentioux et Peyrelevade, qui eurent cette intelligence, ensemble, de se rassembler, d'intégrer les nouveaux arrivants aux dynamiques locales, de s'appuyer sur des projets émergents. Ils firent un travail d'interface remarquable. Car ils étaient à la lisière de deux cultures. Celle de leurs parents, au moins pour deux d'entre eux, originaires du Plateau. Ce qui se traduit par une bonne compréhension du monde rural, et plus particulièrement celui du Plateau (en définitive, il n'y a pas un monde rural mais une multiplicité de mondes ruraux, même s'il existe de nombreux points communs entre eux). Et celle de la ville, de la grande ville, le Paris des années 1968... Par la bonne compréhension de ces deux mondes, ils ont ainsi permis, et maintenant depuis de nombreuses années (40 ans), que des dynamiques originales existent. Avec eux, entre autres, les Plateaux Limousins, animés à l'époque par le père Rousseau. Leurs rencontres fréquentes, dépassant tout sectarisme ou dogmatisme primaires, ont largement contribué à l'accueil des nouveaux arrivants et à la construction de cette dynamique où la place de la discussion, du débat, de la rencontre fut très forte.

Une habitude d'auto-organisation

Celui ou celle qui arrivait, y compris avec ses habitudes culturelles de la ville, était accueilli non pas comme une menace mais comme un atout pour le territoire. Mais il ne s'agissait pas que d'accueillir le nouvel arrivant, c'était un questionnement posé à tous les habitants, avec le souci que ceux-ci se lèvent ou se relèvent, s'unissent et travaillent ensemble. Ce

réfléchir ensemble a ainsi entraîné le faire ensemble et permis, dans de nombreuses situations très concrètes, de faire émerger des projets. Les gens se rencontrent, les cultures se croisent et au final se mélangent. Dire qu'il n'y a pas des tiraillements, des jalousies, des incompréhensions serait faux mais ils le sont à l'image normale de toute communauté humaine. Il y a dans la culture du Plateau une habitude d'auto-organisation. Une part tient d'ailleurs à de l'histoire ancienne qui ne date pas de l'arrivée des nouvelles populations ou des anciens maires. Vieilles habitudes d'entraide agricole, de coopération, mais aussi de désir de culture. Tous ces maçons qui revenaient ainsi avec une autre vision du monde, celle de la ville et de ses problèmes, qui forgea une conscience politique plutôt forte, pouvant conduire à l'insoumission. Et certains anciens n'ont pas manqué ironiquement, mais gentiment, de faire remarquer à de jeunes arrivants tout feu tout flamme, un peu donneurs de leçons, qu'ils n'avaient pas attendu leur venue pour organiser l'entraide !

Mélange et transformation

On dira que l'exode rural a purgé du territoire ces hommes et ces femmes qui avaient une certaine force de caractère. Peut-être y a-t-il eu une hémorragie de talents, mais ceux et celles qui sont restés ne sont pas non plus des laissés pour compte. Quelques un(e)s ont peut-être juste cultivé cette impression d'abandon qu'ils ont vécu, celui d'une situation sur laquelle ils avaient peu de prise, d'où ce sentiment parfois de fatalité ou d'incompréhension quand d'autres

sont arrivés dans les années 1970 pour dire “on va tout changer”, ou d'autres, encore plus tard, dans les années 2000, “on va tout changer aussi”. La réalité étant que les arrivants se sont en partie adaptés à l'existant, ont apporté leurs savoir faire, leurs désirs, les ont partagés mais ont aussi incorporé les habitudes locales, renoncé à quelques illusions ou mis de côté certaines idées toutes faites. Les choses se sont mélangées, transformées, les personnes se sont mutuellement adaptées les unes aux autres. Dans les communes où se vit cet “esprit du Plateau”, le citoyen, l'habitant du territoire, l'étranger qui arrive ou celui qui est là depuis plusieurs générations, est bien vécu comme une chance, une force sur laquelle les projets, la vie locale vont s'appuyer.

La culture de la vallée marquée par la souffrance

La culture de la vallée, celle d'Aubusson, n'est pas la même que celle du Plateau. Démographiquement, Aubusson continue à perdre sa population. C'est une longue histoire en partie liée au traumatisme du départ de Philips, mais pas que. Aubusson est tournée vers son vieux passé... qui s'étiole. Et les petites communes limitrophes, qui n'ont pas connu les arrivées de néoruraux, statistiquement plus importantes sur la Montagne, vivent dans

le même contexte. Cette lente dépression a vu beaucoup d'habitants quitter le territoire et ceux qui restaient se trouvaient dans des situations parfois de grande précarité. À la différence de populations nouvelles qui arrivaient sur le Plateau avec des dynamiques parfois proches de celle du créateur

Les nouveaux arrivants se sont en partie adaptés à l'existant, ont apporté leurs savoir faire, leurs désirs, les ont partagés mais ont aussi incorporé les habitudes locales

d'entreprise, ayant l'habitude de se prendre en charge, d'être dans un élan “créatif”, de vouloir être partout, tant sur le champ économique, social, associatif que culturel et politique, beaucoup d'Aubussonnais étaient en souffrance. Le déclin industriel, l'abandon des grandes entre-

prises, tout cela on le retrouve aussi dans les grands bassins sinistrés de la métallurgie par exemple. Ce n'est pas choisi, c'est subi. Et rien n'avait été fait dans le passé pour remédier à cela et rien ne fut fait plus tard pour changer de point de vue, pour changer de culture et de rapport au monde.

Éducation populaire

De quelle culture parlons nous ? Celle qui fut mise en œuvre après la deuxième guerre, celle de l'éducation populaire du Conseil National de la Résistance. Quand on regarde le parcours de nombreuses personnes qui ont choisi de vivre sur le Plateau, et malgré toute leur diversité, elles sont pour la plupart issues de mouvements et de pratiques dites d'“éducation populaire”, que l'on retrouve chez les Franca (jeunesses communistes), au MRJC (anciennes JAC ou JOC), dans le scoutisme, confessionnel ou non, dans les MJC (Maisons des jeunes et de la culture) en milieu urbain, etc. C'est toute cette culture, que l'ancien ministère de la Jeunesse et des Sports accompagnait depuis les années 1945, dans sa diversité et son énergie, c'est de cela que sont nourries toutes ces personnes. Lieux d'expérimentation, d'innovation sociale, d'apprentissage des uns par les autres, de pratique du projet, etc. Et pour certains, une forte remise en cause de la politique traditionnelle, celle qui vient d'en haut et qui décide pour le bas, celle qui invite les élites à gouverner le bon peuple. Une grande réserve donc, pour ne pas dire une défiance pour la politique partisane, tant celle de droite que celle du PS. Un doute systématique, voire une hostilité aux organisations pyramidales et partisans, pouvant aller parfois jusqu'à la caricature.

Une culture du gouvernement par le haut

Cette culture-là, historiquement, ne fut pas mise en avant sur Aubusson, malgré quelques tentatives qui perdurent encore. Politiquement, le jeu classique s'est déroulé. Le parti, le conseil municipal, monsieur le maire, chacun à sa place, devant trouver les solutions et gérer aussi bien que possible. Ainsi, les équipes municipales se sont penchées sur



Plaine et Plateau : vrai ou faux clivage ?

Comprendre la crise de l'institution territoriale

Le temps est gris sur la planète du conseil communautaire de Creuse Grand Sud. Bonapartisme, autocratie, présidentialisme, les variations sont multiples pour dénoncer l'essence d'un système où le pouvoir exécutif est concentré dans les mains d'un seul homme. Essayons de comprendre.

l'avenir de la cité et des citoyens, mais sans pour autant leur donner les moyens d'être acteurs de leur devenir, cela ne faisant pas partie des habitudes. Il n'y a pas ici de volonté à stigmatiser, condamner ou culpabiliser quiconque. C'est le résultat d'un processus historique classique encore largement répandu en France : celui qui fait que tout se décide d'en haut, qu'assister est plus facile que former. Donner les moyens à chaque citoyen de prendre de l'autonomie, de reprendre sa vie en main après avoir subi l'abandon est un choix politique difficile. D'autant que l'autogestion (exemple avec LIP dans les années 1970) n'est plus au programme du PS depuis de nombreuses années. La fermeture de l'usine, les dettes qui arrivent, le départ des copains, les syndicats qui se divisent puis disparaissent, l'État absent, le désenchantement après tant de bons et loyaux services : il est normal que cela engendre de la déprime, de l'abattement et ne favorise pas un redémarrage... Cette culture du gouvernement par le haut, de la délégation de ses pouvoirs aux spécialistes, aux compétents et aux "sachants", du respect de l'autorité et de la hiérarchie est encore couramment ancrée. On parle de gestion citoyenne participative, de tiers secteur, de la société civile qui monte, de l'arrêt du travail en silo et du décloisonnement des structures. Un tas d'études existe sur le sujet mais la mise en œuvre des réformes du système tarde encore à se manifester... Tout reste bien lent. Il faut du temps.

Dépasser les blocages

Il y a ceux qui considèrent que s'il y a deux cultures, il y a deux mondes inconciliables. L'un contre l'autre. "Pourquoi discuter puisque nous ne sommes pas d'accord ?" Il y a ceux, comme moi, qui considèrent que la rencontre de l'autre, différent, amène de la richesse et non de la pauvreté. Que nous n'arrêtons pas de franchir allègrement les frontières de nos cultures respectives, que celles-ci s'hybrident, se créent et se combinent en permanence. Les préjugés sont tenaces, les habitudes de fonctionnement aussi... Mon propos a cette prétention que la mise à plat la plus froide possible d'une situation problème, même si elle n'est jamais complètement objective, permet, par un effet de miroir, d'étude honnête et d'analyse, de trouver les solutions pour dépasser les blocages. Si ce n'est pas demain, ce sera pour plus tard...

Marie-Henry Néro

Cette concentration délirante du pouvoir dans ce qu'on a nommé "le système Moine", c'est comme si on avait inventé un univers politique en surplomb du conseil communautaire, dessaisissant de ce qu'ils sont une bonne partie des conseillers, confinés en position vassale. Une sorte de privatisation de l'espace institutionnel du territoire. Au lieu d'être affaire de tous, notamment des populations, affaire d'idées à débattre, la politique se confine dans les connivences partidaires ou la course à l'échalotte, abstraction faite de l'opinion citoyenne. Ce type de pouvoir est-il un phénomène irréversible ? Nous expliquons-t-il la raison pour laquelle la crise de la politique sévit partout dans notre pays ?

Une logique de fief électoral

Avec la V^e République, une pratique quasi monarchique de la politique s'est instaurée avec la légitimation du pouvoir personnel. Cette pente présidentialiste a favorisé l'émergence de la même logique à tous les échelons du territoire que les successives lois de décentralisation ont confortée. Par exemple, le président d'un conseil départemental ou régional, le maire d'une grande ville, sont chefs de l'exécutif et présidents de l'assemblée délibérative. Juges et parties à la fois. Tant que les partis fédéraient les dynamiques sociales, la tendance au bonapartisme était moins forte. Ce n'est plus le cas à partir des années 1990. Les élus des grandes collectivités se sont alors focalisés sur leurs fonctions promouvant une logique de fief électoral avec deux conséquences majeures : une perte de la réalité de leur pouvoir (c'est le cas de Michel Moine) et un renforcement de l'autonomie des élus dans le processus des décisions. Les réalités politiques et institutionnelles peuvent donc favoriser un fonctionnement des institutions territoriales élitiste et autoritaire. Ce sera encore davantage possible – sauf changement politique – avec la récente réforme territoriale qui propulse la métropolisation, des régions plus vastes, des intercommunalités plus grandes, et un éloignement des citoyens des lieux de décision.

La source de la crise politique

Élargissons encore le champ de la réflexion. La démocratie en France depuis plus de deux siècles a été absorbée par le système de la représentation, du délégataire. Elle ne vit et ne se pense que par lui. Mais avec cette forme de gouvernement de la société, le peuple "reste toujours aux portes de l'espace de délibération."(1) Seules sont légitimes "l'instance et la parole des représentants" et légitimés "l'absence et le silence des représen-

tés". Le peuple est ainsi dépossédé de sa puissance sociale et politique. Cette coupure entre élus et citoyens revient à dissocier le social du politique, enferme le politique – qui est une pratique sociale – dans l'institutionnel et la rend incapable de répondre pleinement aux intérêts sociaux concrets des populations. C'est la source de la crise de la politique, celle de la délégitimisation des institutions actuelles de la République. Le système arrive à épuisement. Il a perdu toute force propulsive, parce que déconnecté de la réalité, des attentes populaires, d'un monde en pleine mutation, plus complexe, plus informationnel. Dans ce monde, aucun élu, aucun parti, aucun groupe d'élus ne peut plus se permettre de tenir à l'écart aucune population, aucune expérience, aucune compétence. Voilà qui nourrit l'exigence d'une "vraie représentation : pour que j'aie le sentiment d'être représenté, il

acquis sociaux, sociétaux, culturels, arrachés par l'action revendicative, leur donnant ainsi une certaine normalité. De là découle et persiste encore un attachement à un mode de vie politique considéré comme intemporel et anhistorique et dont on pense qu'il est encore efficace. La prégnance de ce modèle pèse fortement, pas seulement sur les élus, mais aussi sur le mouvement social. Chez nombre d'élus cela se traduit par un comportement légitimiste à l'égard de l'institutionnel et, pour le mouvement social, cela le conduit à se tourner vers la puissance publique pour une réponse à ses attentes au lieu d'être à l'initiative pour promouvoir par exemple un projet de territoire. C'est la raison pour laquelle la parole de la rue, l'intrusion citoyenne dans "les murs" de l'institution sont jugées comme une pression inacceptable. C'est la raison pour laquelle Michel Moine se croyait autorisé en septembre 2014 à déclarer : "Nous sommes élus donc nous décidons". Symptôme révélateur du repli frileux de la classe politique sur elle-même et de son aveuglement devant la crise profonde de légitimité qui touche le système politique. Un révélateur de la crainte et même du refus de l'engagement citoyen qui va de pair avec un conservatisme arrogant (comme c'est le cas à Gentioux) qui la prive d'une possible mobilisation des savoirs citoyens, de leur devoir d'usage, de leur bon sens.

Pour de nouveaux rapports élus-populations

Pour viser le bien commun, il s'agit de trouver les voies d'un dépassement des attitudes délégataires, de promouvoir par la concertation une coopération active, confiante, entre élus et populations de nos communes, de l'intercommunalité, comme nouvelle normalité de la vie démocratique. Les élus doivent comprendre que cela "ne supprime ni les élections, ni le mandat, ni l'État, mais déverse une grande part du rôle de l' élu dans un exercice nouveau, concret de la citoyenneté." (3) Cela ne fait pas d'eux des élus passifs. Ils doivent être convaincus que la valorisation de leur légitimité, la qualité de leurs décisions sortiront renforcées du partenariat avec leurs concitoyens ; que c'est à cette condition que les élections prendront un sens nouveau, que de plus en plus on votera pour celles et ceux qui rendront plus forts les électeurs dans leur engagement citoyen. Plus l'institutionnel se banalisera en se mettant à la portée de tous, plus il sera valorisé.

Roger Fidani

- (1) Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel.
- (2) Pierre Rosanvallon, professeur au Collège de France.
- (3) Pierre Zarka, animateur de l'Observatoire des mouvements de la société.



faut que ce que je vis, mes épreuves, mes attentes, soit rendu présent dans la sphère publique".(2) Le vote ne suffit plus. D'une part, nous sommes dans une pseudo démocratie représentative puisque la grande majorité de la population n'est pas représentée et, d'autre part, les citoyens ne se bornent plus à revendiquer ou à exprimer leurs désaccords. Ils cherchent désormais "une expression qui ait une dimension délibérative".(2) C'est ce qui se passe sur le Plateau dont le mouvement citoyen devrait encore s'élargir. Mais pourquoi donc les élus de nos communes, de l'intercommunalité, ne voient-ils pas qu'un nombre toujours plus important de citoyens ne veulent plus être cantonnés dans un rôle d'électeurs raisonnables ?

Le poids de l'héritage républicain

Il y a un héritage : l'héritage républicain. Pendant un temps long, la culture républicaine et parlementaire a permis une institutionnalisation des



Vers une intégration réciproque des migrants et des autochtones en milieu rural

Une expérience à mi-chemin entre thérapie et animation

Dans le contexte territorial particulier qu'est l'aire géographique de la Montagne limousine, Valeria Schiavone est appelée à accompagner des personnes migrantes, réfugiés demandeurs d'asile ou déboutés, confrontées non seulement au défi de leur projet migratoire mais aussi aux difficultés posées par les blessures physiques, psychiques et émotionnelles de leurs parcours. Elle témoigne dans cet article des limites de cet accueil et de la nécessaire réflexion sur ce qu'elle appelle « une stratégie d'intégration réciproque ».

Active dans les métiers de l'accompagnement à l'étranger et en France depuis 2005, je me suis formée de façon spécifique au traitement des incidents traumatiques (www.tir.org). Une longue expérience dans la formation des professionnels du social en communication interculturelle m'a aussi permis de pratiquer le bouquet de techniques spécifiques à cette approche avec un public de personnes étrangères, très gravement touchées par des traumatismes de toute sorte. Après une courte expérience avec le Forum des Réfugiés au CADA de Peyrelevalade, je concentre aujourd'hui mes interventions au service de deux catégories de publics : les réfugiés mêmes et les bénévoles des organisations de la société civile qui mobilisent beaucoup de ressources humaines pour répondre de façon convenable à la présence de ces personnes sur nos territoires.

Pas de stratégie d'intégration

Je me trouve, aujourd'hui, confrontée à un constat amer que la pratique a renforcé et rendu dramatique à mes yeux : il manque à nos ressources et à nos intentions d'accueil un véritable projet qui implique tous les acteurs et les décideurs des territoires dans la co-construction d'une stratégie d'intégration réciproque entre les habitants et les personnes accueillies. À différents niveaux, nous sommes encore à nous demander comment venir en aide à ces personnes, qui ont exposé leur vie et la vie de leurs familles aux pires dangers et à des épreuves d'une dureté extrême, plutôt qu'à nous focaliser sur une seule question absolument cruciale : comment pouvons-nous vivre ensemble et construire un futur commun ? La première flagrante contradiction que je vis tous les jours est le manque d'interaction, de concertation citoyenne et de co-construction entre les différents acteurs territoriaux, en dépit de la présence d'une grande qualité des relations humaines. Il se produit une sorte d'incongruence, qui n'a pas du tout été questionnée en amont, entre la configuration socio-économique du territoire et la précieuse capacité d'accueil des habitants. Le résultat est une situation d'urgence et de fragilité accrue de toutes les personnes concernées, migrants et autochtones.

Limites et obstacles

Voici quelques éléments émergeant de mon expérience qui, à mon avis, rendent la situation spécialement critique :

- Les associations ou les entreprises qui répondent à des appels d'offre pour gérer les CADA ne mettent en place aucune formation spécifique de leurs personnels qui les prépare à la rencontre de personnes de cultures



différentes et, qui plus est, rescapées de situations de détresse, de violence, de danger physique.

- Le choix d'ouvrir des CADA dans des territoires qui posent à leur propre population autochtone le problème de la mobilité, de l'accessibilité et de l'isolement des personnes peu autonomes, se fait sans prendre en compte l'impact de ces difficultés sur les conditions d'accueil.

- Les personnes migrantes qui ont vécu des situations tragiques et violentes ont besoin, bien évidemment, d'un accompagnement spécifique d'un point de vue psychologique, mais elles ont surtout besoin de sortir de l'isolement citoyen et social que leurs traumatismes contribuent à renforcer de façon inquiétante. Que l'on soit migrant ou autochtone, toute situation extérieure de coupure avec les liens relationnels, unie à l'impossibilité d'exercer le droit fondamental à

la mobilité, exaspère et radicalise la souffrance psychique et porte atteinte à la dignité des personnes.

- Les bénévoles des associations, privés du soutien des services sociaux de proximité, très peu présents à côté des demandeurs d'asile, sont confrontés à l'effort titanesque de répondre à plusieurs urgences à la fois : le logement pour les déboutés, le soutien psychologique et humain, la mise en relation avec d'autres associations spécialistes dans l'accompagnement juridique, les frais des déplacements liés aux démarches de la demande d'asile, une aide matérielle consistante, même pour les personnes accueillies dans les CADA, qui puisse satisfaire, bien que très partiellement, d'autres besoins fondamentaux que les conditions d'accueil des centres ne prennent en compte que très partiellement.

- Les organisations de la société civile, engagées dans toutes ces actions présentent le risque d'épuise-

ment de leurs ressources humaines et elles manquent de tout soutien financier de la part des collectivités territoriales. De plus, elles se confrontent, de façon grandissante et inquiétante, avec le phénomène inévitable des clash relationnels entre les migrants et les habitants qui les accueillent au sein de leurs familles et/ou dans leurs maisons.

Dépasser les limites de l'assistanat

Il m'est impossible ici de donner une liste exhaustive des aspects critiques de la situation de l'accueil sur notre territoire et, surtout, ici n'est pas le lieu d'une analyse psychosociale plus approfondie de tous ces éléments. Cela dit, je ne renonce pas à lancer un appel clair à l'urgence de concentrer nos efforts sur le territoire autour d'un projet d'intégration réciproque qui puisse dépasser les limites de l'assistanat et qui valorise l'excellente capacité d'accueil de nos habitants.

Le concept d'intégration réciproque implique une meilleure compréhension collective des migrations. Je propose un premier point de lucidité : les mouvements migratoires ne parlent pas de misère et de détresse. Même quand ils sont motivés par les catastrophes et les guerres, ils demandent aux personnes qui en deviennent acteurs la capacité psychique et économique de porter un projet. Depuis le début de l'apparition de la race humaine sur la planète, les hommes et les femmes exercent leur droit à la mobilité pour chercher des conditions de vie qui répondent à leurs besoins de sécurité et d'épanouissement. Mais cet élan vers le meilleur, souvent et heureusement lié à des critères subjectifs, originaux et personnels, ne se concrétise pas sans les compétences transversales et spécifiques que toute réalisation de projet implique. Fuir de la Syrie ou du Soudan n'est pas simple et il ne suffit pas de se savoir constamment menacés de mort, pour trouver la motivation et la capacité de projeter

soi-même et sa famille dans un autre univers culturel et géographique. Il est donc inadapté d'organiser l'accueil autour de l'idée d'une réponse à la misère, sous peine, par-dessus le marché, de rendre la "misère des migrants" concurrentielle avec celle d'une partie de la population autochtone. Il s'agit de prendre conscience de la présence de personnes venant d'ailleurs pour construire un projet de vie privée et professionnelle et de savoir construire, de façon communautaire et participative, une réponse au défi que nos diversités culturelles et psychologiques posent, à la croisée de nos différents origines, racines idéologiques, parcours d'éducation et chemins de vie.

Une opportunité d'intégration des diversités

Je me bats pour que les personnes provenant des pays tiers aient les mêmes chances que j'ai eues à mon arrivée en France en tant que ressortissante de l'Union européenne. Et, parmi tous les droits fondamentaux, un me paraît capital et irrévocable : celui d'être reconnu.es comme porteur.es d'un potentiel destiné à rencontrer, s'intégrer et s'harmoniser, de façon innovante et enrichissante, avec celui des autres personnes qu'un territoire, élu comme lieu de vie au sein d'un projet migratoire, nous permet de rencontrer. La migration, la capacité à migrer – en situation de détresse ou pas – est une opportunité non tant d'accueil charitable mais d'intégration des diversités grâce auxquelles nos sociétés se construisent depuis le début de notre histoire. Les défis et les difficultés que cette rencontre inter-culturelle – celle de "l'espace entre" les cultures et les personnes – comporte, nous demandent d'occuper ensemble les lieux de la construction sociale, économique et politique de nos territoires. Commençons à réunir tous les acteurs concernés pour nous rendre, migrants et autochtones, sur "les lieux" où émerge le plus haut potentiel d'intégration réciproque : les espaces, inter-culturels par excellence, de la participation. Des projets d'intégration réciproque réunissant migrants, associations, entreprises gérantes, CADA, habitants et tous les acteurs socio-économiques ont déjà été expérimentés en Europe et notre créativité peut en imaginer d'autres – en croisant les domaines de l'éducation, de la vie sociale et citoyenne et de l'économie de proximité – pourvu que nous sentions l'appel à intégrer l'Autre que nous sommes.

Valeria Schiavone,
Le Creuset

80 ans après la guerre d’Espagne

Un passé qui ne passe pas

2016 marque le 80^{ème} anniversaire du début de la guerre civile espagnole. À l’issue de la défaite des républicains, de nombreux Espagnols sont venus se réfugier en Limousin, et en particulier sur le Plateau de Millevaches. Certains se sont ensuite engagés dans la Résistance. D’autres, ou les mêmes, sont restés vivre ici. C’est cette histoire que deux jeunes historiennes ont décidé d’explorer et autour de laquelle nous avons bâti le dossier de ce numéro. Une histoire qui n’est pas sans écho avec ce qui se passe aujourd’hui où réfugiés, exilés, accueil ou rejet, donnent parfois l’impression que l’histoire se répète.

Quand Valls, Hidalgo et Désir s’en mêlent ...et s’emmêlent

1939. Les républicains espagnols vaincus franchissaient massivement les frontières du sud de la France : ce fut la dramatique “Retirada”. À partir de ces années noires, le Limousin – et notamment le plateau de Millevaches - a joué un rôle important dans l’accueil de milliers de réfugiés, combattants, civils, familles, personnalités...

Un monde sordide

Les témoignages, récits, livres, films, sont innombrables sur ces questions. Beaucoup concernent notre région. Je ne vais pas revenir sur la guerre elle-même, sinon rappeler les mots d’un colonel franquiste dans le film *Fiesta* (avec Jean-Louis Trintignant) : “Cette guerre que nous allons fatalement gagner débouchera sur un monde sordide... Dès que la paix éclatera, les Sancho Pança d’Espagne égorgeront Don Quichotte et deviendront tout puissants... Ils feront en sorte que la beauté devienne une insulte, l’intelligence une provocation, et l’amour un péché !” On ne peut mieux cerner les conséquences de la montée de la haine qui aboutit aux dictatures. Une fois sains et saufs, les réfugiés républicains, venus chercher la protection de la France, furent parqués des mois durant dans des camps “de concentration” (terme officiel de l’époque) du sud de la France(3) : Rivesaltes, Gurs, Le Vernet, Argelès... La France de 1939 était encore la III^e République, et le gouvernement Daladier considérait ces Espagnols comme “des étrangers indésirables” (également termes officiels). Après, cela allait être encore pire. Ainsi, pour beaucoup, en Millevaches, ce furent dès la fin 1940, les GTE (groupements de travailleurs étrangers) et l’engagement dans la Résistance.

Nombreux sont nos concitoyens dont l’histoire familiale est liée directement à ces événements

Le passé, dimension du présent

L’écrivain espagnol Javier Cercas a écrit : “le passé est une dimension du présent”(1). En ce qui concerne nos relations avec l’Espagne, il ne croit pas si bien dire. Nombreux sont nos concitoyens dont l’histoire familiale est liée directement à ces événements. IPNS vous parle souvent des problématiques actuelles concernant les migrants. Mais la situation est-elle comparable ? Non, parce que les réfugiés espagnols étaient nos voisins, chassés par le fascisme, alors que des milliers de nos jeunes hommes avaient enfreint la neutralité officielle du gouvernement français (issu du Front Populaire) pour intervenir avec les Brigades Internationales(2). Oui, parce qu’aujourd’hui l’esprit guerrier est toujours là, et quand une partie de notre société s’honore de gestes humanitaires une autre partie se déshonore. A commencer par ceux qui devraient montrer l’exemple, en se remémorant ces trois mots : Liberté, Égalité, Fraternité. Et pourtant, “ils” n’ont que ça à la bouche ! Alors, j’y vais franco !

Harlem Désir prend ses désirs pour des réalités

Le secrétaire d’État Harlem Désir a déclaré récemment sur un plateau de France 2 : “Juste avant cette émission,

j’étais à Montreuil où nous organisons une réunion de solidarité avec le peuple malien et j’ai vu des hommes et des femmes, qui étaient à la fois inquiets pour leur pays, comme ont pu l’être des réfugiés, vous savez, des Espagnols ou autres qui ont été accueillis en France au moment où leur pays traversait des drames et des guerres, et qui en même temps étaient fiers de la solidarité de la France, qui étaient soulagés, qui étaient reconnaissants.” Fiers ? Soulagés ? Reconnaisants ? Envers certains Français oui, envers la France non. Voici la réponse à ces propos d’un Catalan : “La seule chose que les Français ont apporté aux républicains ibériques, c’est le typhus et les camps de concentration. Honte à vous les Français ! Toujours à donner des leçons alors que vous faites partie d’une des pires engeances colonialistes qui soit !” C’est sans doute partiel, et partial, mais ce sentiment couve toujours. Vous voyez bien que le passé ne passe pas.

Manuel Valls se réinvente un passé

Quant à notre bien connu Manuel Valls, son origine prétendue est une mystification entretenue par lui-même. Les Valls, des réfugiés antifranquistes ? Le père, Xavier Valls, peintre très connu, a multiplié durant toute l’ère de la dictature les expositions dans l’Espagne franquiste. Où Manuel est d’ailleurs né, en 1962, dans une clinique barcelonaise où exerçait son oncle, un gynécologue réputé. Dynastie

de banquiers et affairistes ultra-catholiques : comme proscrits, on fait mieux ! Ils n’avaient d’ailleurs aucune raison de l’être puisque le grand-père de Manuel avait fondé un quotidien catholique ultra-conservateur, interdit par les Rouges en 1936... C’est édifiant. Nous ne sommes pas responsables de ce qu’ont fait nos parents. Mais, s’il vous plaît, Monsieur Valls, évitez de mentir. Et surtout, laissez le célèbre No Pasaran à ceux qui ont perdu la vie pour la liberté.

Anne Hidalgo, un peu trop diplomate

Enfin, plus légèrement, Anne Hidalgo, maire de Paris. Point de mensonge de son côté. Née en Espagne également, en 1959, dans une famille très modeste, elle n’a jamais caché que son père ouvrier était venu en France pour des raisons économiques. Ni oublié que son grand-père combattit dans les rangs républicains. Ainsi, son antifascisme est-il crédible et sincère. Certes, elle a bien accepté la médaille de l’ordre d’Isabelle la Catholique, l’équivalent de la Légion d’honneur en Espagne. Pays qui n’est plus une dictature, ceci expliquant cela. Les qualités de diplomate de la maire de Paris sont bien réelles, sinon qu’elles l’entraînent parfois trop loin. Le 24 août 2014, elle rendait hommage aux hommes de La Nueve (4), cette compagnie de la 2^{ème} DB, formée de républicains espagnols entrés les premiers dans Paris : “Il faut que cette histoire soit aussi dans nos mémoires, parce que ce que les hommes de la Nueve ont fait, ils l’ont fait en portant des valeurs humanistes, des valeurs républicaines. Leur combat c’était la République, c’était les droits et les valeurs universelles, c’est ce qui les a guidés (...) Cet espoir que vous avez porté, cette force qui est la vôtre, cette croyance que vous avez eu dans la démocratie, dans la République, dans les valeurs universelles qui nous unissent et bien c’est la plus belle victoire contre tous les fascismes, contre tous les despotes.” C’est très clair. Et pourtant, sept mois plus tard, Anne Hidalgo devait inaugurer une plaque à la mémoire de ces mêmes hommes, républicains, en compagnie du... Roi d’Espagne. La suite est facile à retrouver dans la presse. Vous voyez bien que, décidément, “ce passé ne passe pas.”

Michel Patinaud

(1) L’Histoire, septembre 2016 “Guerre d’Espagne : pourquoi la République a perdu”.
(2) Voir “Ceux qui se levèrent avant le jour”, magazine n° 224 de TéléMillevaches (2015).
(3) Lire : *Camps du sud-ouest de la France*. Exclusion, internement, déportation, 1939-1944, M.-L. Cohen, E.Malo, éditions Privat (1994).
(4) *La Nueve*, Evelyn Mesquida, éditions Le cherche midi (2011).



Camp d’Argelès

Mémoire limousine des exilés de la guerre d’Espagne

À l’heure où les réfugiés arrivent en masse sur le sol européen dans une quasi indifférence générale, il est bon de rappeler que de telles situations se sont déjà produites dans un passé récent. La guerre d’Espagne a jeté sur les routes de l’exil 450 000 réfugiés, combattants et civils, qui ont traversé la frontière pyrénéenne en l’espace de deux mois entre janvier et février 1939. L’historienne Eva Léger revient sur cet épisode en Limousin.

8 000 d’entre eux (femmes et enfants principalement, ainsi que quelques hommes âgés) trouvent refuge dans le Limousin entre janvier et juillet 1939. Ils sont hébergés dans différents centres d’accueil (ancienne école, caserne, prison désaffectée, hôtels, ou encore chez des particuliers). Les archives administratives rendent compte de ces arrivées de populations, de même que de l’enrôlement des hommes espagnols (ex-combattants de la guerre civile) dans des Compagnies (CTE) puis des Groupements de travailleurs étrangers (GTE) entre 1939 et 1944. Nombre de ces hommes et femmes ont eu une empreinte sur le territoire régional, par les liens créés avec les populations locales, par leur travail, ou encore par leur participation à la résistance. Cette empreinte sociale, sensible est difficilement mesurable aujourd’hui dans la région. Certains, à l’issue de la Seconde Guerre mondiale s’installent définitivement dans la région à défaut de pouvoir regagner leur pays d’origine placé sous le joug franquiste pendant près de quarante ans.

Une mémoire transmise oralement

Cet exil a laissé des traces indélébiles dans les familles au fil de générations, une mémoire transmise douloureuse, indétectable, dans les archives administratives, qu’on peut néanmoins saisir dans les sources orales. C’est pour combler les “lacunes de l’Histoire” que, depuis la fin des années 1990, les descendants d’exilés investissent le terrain mémoriel en France et en Europe. En 2008, se crée à Limoges l’Ateneo Republicano du Limousin, association visant à faire ressurgir le passé de l’exil espagnol dans la région. Ancré sur le territoire, ce collectif décide de produire un récit de l’exil qui s’adapte aux lieux de mémoire déjà existants dans la région. La Résistance et le massacre d’Oradour-sur-Glane, métarécits de la Seconde Guerre mondiale dans le

Limousin, permettent à l’association mémorielle de faire connaître le rôle des exilés dans la Libération de la France et le lourd tribut payé par ceux-ci lors de l’Occupation nazie. En ce qui concerne l’accueil des réfugiés, c’est l’expérience des combattants parqués dans les camps de concentration du sud de la France sous le gouvernement de la III^e République, qui prédomine dans la mise en récit public de ce passé. La nébuleuse des centres d’hébergements (répartis dans 148 communes rien qu’en Limousin) est enfouie sous le sable d’Argelès-sur-Mer, traduisant la suprématie d’une mémoire masculine de l’arrivée des exilés en France.

“Le Limousin déserté, préservé et rebelle, apparaît pour les descendants de l’exil comme un territoire des possibles”

Entre Espagne rêvée et Limousin rebelle

À l’intérieur des familles, c’est bien une mémoire douloureuse, blessée, meurtrie qui s’est transmise à demi-mots. Elle se situe entre différents espaces, une Espagne idéalisée au passé et un Limousin rebelle, une culture politique entre république et révolution, antimonarchisme et anticléricalisme, à cheval entre cette Espagne rêvée héritée et une conscience régionale fondée sur une tradition de gauche, ouvrière et paysanne. L’affect est omniprésent dans les récits des descendants de l’exil qui évoquent le parcours de leurs parents disparus aujourd’hui et à qui, dans l’espace privilégié de l’entretien oral, ils souhaitent exprimer leur reconnaissance pour les valeurs transmises. Cet affect semble traduire, aussi bien dans les récits individuels que collectifs, à la fois un besoin de reconnaissance pour les combats menés par les parents que la peur d’oublier ce passé.

La constitution d’une archive

Ce sont ces grands axes qui ont guidé mes recherches consacrées aux mémoires et identités de l’exil postérieur à la guerre d’Espagne dans le Limousin ⁽¹⁾. Cette thèse s’est fondée



sur 27 recueils de témoignages entre quatre générations et sur trois années d’observation participante au sein de l’association Ateneo Republicano du Limousin. Ce travail de terrain et la constitution de ces archives orales (qui seront prochainement déposées aux Archives départementales de la Haute-Vienne) m’a permis de réaliser comment l’entretien a pu constituer un espace privilégié pour la prise de parole, une parole enregistrée en vue d’une conservation des souvenirs inscrite dans un temps précis. Le dépôt en archives garantit, d’une part, la sauvegarde et la mise en valeur de ces voix enfouies sous d’autres discours dominants, et offre, d’autre part, la possibilité d’autres lectures et analyses de ces productions narratives à l’avenir.

Un présent de “tout-mémoire”

Ces récits s’inscrivent dans un présent de “tout-mémoire”, symptomatique d’une époque de crises et d’incertitudes, notamment au niveau politique, où l’on tend à projeter vers le futur, la société idéale inachevée et brutalisée par un passé transmis et/ou réapproprié. Le traitement actuel des migrants en Europe réactive les souvenirs douloureux du passé, de même que les stratégies politiques des dirigeants, qui s’appuient sur la conception d’une identité nationale qui exclut les immigrés plutôt que de mettre en valeur leurs apports à la société. En repérant les espaces imaginaires exprimés dans les récits, on peut mieux saisir ce qui relève de l’appartenance et du rejet des territoires existants. Les frontières établies sont transcendées pour déboucher sur la création d’une nouvelle cartographie de l’appartenance territoriale des descendants de l’exil : on rejette une Espagne séquestrée

par la dictature comme une France qui stigmatise les étrangers ; on exprime à la fois un attachement à une Espagne rêvée et un ancrage dans un territoire singulier. Le Limousin déserté, préservé, et rebelle apparaît, pour les descendants de l’exil, comme un territoire des possibles où leur passé familial, marqué lui aussi par l’insoumission, pourrait être conservé dans ses lieux traumatiques ou grâce aux figures héroïques de la Résistance.

Eva Léger

(1) Eva Léger, L’exil républicain espagnol en Limousin, Cartographie des mémoires, des imaginaires et des appartenances, Thèse de doctorat en études hispaniques soutenue le 28 novembre 2014 à l’université de Paris Ouest Nanterre La Défense. Consultable à la BU de Nanterre, prochainement aux archives départementales de la Haute-Vienne et à la Bibliothèque de la Société des Sciences naturelles, historiques et archéologiques de la Creuse.



Groupe d’espagnols août 1944 - Photo remerciement à R. Pataud



Eva Léger recueillant un témoignage

La Résistance espagnole en Limousin : une affaire d’hommes... et de femmes

Tiphaine Catalan a entrepris en 2015 une thèse de doctorat en études hispaniques – études de genre sur « Les Espagnol-e-s dans la Résistance en Limousin : parcours individuels et constructions des identités,1940-1944 ». Elle nous présente ici ce travail qu’elle effectue sous la direction de Mercedes Yusta Rodrigo (Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis).

Se lancer dans une étude de la participation des Espagnol-e-s à la Résistance en Limousin, c’est à la fois s’inscrire dans une tradition et proposer un renouvellement.

Aller au-delà d’une histoire politico-militaire

En effet, la Résistance limousine a été largement étudiée, et pour cause : c’est une des rares régions de France à concentrer à la fois toutes les formes de Résistance (légale et clandestine, rurale et citadine, armée ou non...) et des figures tutélaires et presque mythiques (Georges Guingouin notamment, mais aussi Edmond Michelet). Par ailleurs, la création en 2008 de l’Ateneo Republicano du Limousin (association liée à la mémoire des républicains espagnols exilés) a été concomitante à l’émergence d’une nouvelle vague de jeunes chercheurs au sein de l’université de Limoges. Ils ont multiplié les études départementales et régionales liées à l’arrivée des réfugiés espagnols en Limousin, mettant en exergue le passage par la région, entre 1936 et 1946, de près de 12 000 Espagnol-es, hommes et femmes. Mais étudier la Résistance sous cet angle, c’est aussi tenter de renouveler une vision trop souvent centrée sur une histoire politico-militaire et donc masculinisée du phénomène. Il s’agit donc de faire appel à l’histoire sociale, à la micro-histoire et à une perspective de genre pour faire émerger une histoire interprétative et culturelle de la participation des Espagnol-e-s à la Résistance en Limousin, en mettant l’accent sur l’aspect transnational de leur antifascisme.

Trois questionnements

Ce travail de thèse s’articule autour de trois questionnements majeurs qui sont : la construction des identités, le rapport à la violence et le caractère transnational des parcours. En effet, le maquis est un environnement viril dont sont exclues les femmes et dans lequel se construisent de jeunes hommes au moment crucial du passage à l’âge adulte. Il faut donc s’in-

terroger sur les multiples identités (de combattant, de militant politique, d’homme et de femme, d’enfant et d’adulte...) à la fois construites par les résistants eux-mêmes et par ceux qui les entourent. Comment les résistants espagnols sont-ils perçus par les autres résistants ? Et par la population limousine ? Ne sont-ils forcément que le “dangereux bandit rouge” ou “le courageux instructeur” ? De la même façon, des rôles (infirmières et agents de liaison) sont attribués de façon presque systématique aux femmes résistantes. Il faut s’interroger sur leurs réalités aussi bien que sur les raisons de l’attribution de tels rôles (qu’ils soient réels ou fantasmés). Par ailleurs, les différentes cultures politiques présentes dans la Résistance limousine donnent un sens différent à la violence et modèlent le rapport des résistants à celle-ci. L’âge moyen plus élevé des résistants espagnols, leur expérience d’une première guerre en

“Étudier la Résistance sous cet angle, c’est tenter de renouveler une vision trop souvent centrée sur une histoire politico-militaire”

Espagne et l’antifascisme dans lequel s’insère souvent leur combat en France rendent parfois à leurs yeux la violence légitime, voire nécessaire. En effet, les résistants espagnols s’inscrivent dans un parcours transnational qui donne un sens particulier à leur expérience de la Résistance : leur lutte peut être le fruit autant d’un antifascisme global, que d’une volonté de se retourner ensuite contre Franco avec le soutien de la France ou encore s’inscrire dans la quotidienneté d’un groupement de travailleurs étrangers (GTE).

Un Espagnol “mort pour la France”

Retrouver les résistant-e-s espagnol-e-s du Limousin n’est pas chose aisée, puisqu’il n’existe pas de liste les recensant. L’une des démarches que j’ai adoptée consiste à relever les noms “à consonance hispanique” sur les stèles de la Résistance de la région. C’est ainsi que j’ai par exemple identifié Roger Estruga sur la stèle de Farsac (Eymoutiers) et réussi à retracer une partie de son parcours. Il est né le 3 juillet 1924 à Mequinenza, en Aragon (Espagne) sous le nom de Joseph (peut-être plutôt José) Estruga. Il

est le fils de Joaquina Coso et de José Estruga, tous deux installés comme cultivateurs à Saint-Julien-le-Petit (où son nom figure également sur la stèle). Entré aux FTPF le 10 janvier 1944, il fait partie du groupe des Tigres du commandant Fernand (Philibert). Installé dans des caves et des souterrains du château de Farsac, aidé par les paysans, notamment les familles Manivaud et Périgaud, le groupe multiplie les actions contre l’occupant. Suite à une dénonciation, les résistants sont atta-

qués le matin du 5 février : il y a trois morts, dont Roger Estruga, et trois blessés chez les résistants qui parviennent à s’échapper. Le jeune Espagnol est inhumé au cimetière d’Eymoutiers en présence d’une foule nombreuse et reçoit le 25 avril 1945 la mention “Mort pour la France”.



Cliché D. Sanoisin

Tiphaine Catalan
Remerciements aux Editions des Monédières et à Télé-Millevaches



Femme au combat

Espagne 36 : du passé faisons notre rage

Samedi 24 septembre au soir, les personnes présentes à la fête de la Montagne limousine à la Nouaille ont pu apprécier un spectacle qui se veut “garant de la mémoire des luttes”.

Une trentaine de choristes ravive le souvenir de l’Espagne des années 1930, par des chants de lutte, des lectures et des archives audio et vidéo. Le groupe se présente sous différentes configurations, autour de la CRS (Chorale des résistances sociales), associant d’autres chorales de la région : Ateneo Republicano (Mémoire des

réfugiés espagnols en Limousin), La Noire (chorale libertaire), Ô 35 chœurs (Peuple et Culture de Tulle) et Chaotics Footstompers. La chorale des résistances sociales trouve son origine dans le mouvement des chômeurs de 1998, à Limoges, autour du collectif AC ! (Agir ensemble contre le chômage), dont les premiers actes ont été des manifestations. Elle se définit ainsi : l’envie forte d’aller plus loin encore, à la rencontre d’autres réalités ou personnes. À travers les chants, moyen d’expression collective, voici une invitation à réfléchir, en saisissant la continuité et la portée universelle des actes d’insubordination. En somme, faire resurgir une mémoire sociale et la confronter à notre

présent. Si l’expérience douloureuse de l’exil est au cœur des chants, le spectacle se veut aussi un trait d’union avec les “générations qui viennent”, en éclairant un “champ des possibles”. C’est émouvant – poignant même. À défaut de pratiquer l’espagnol, les voix vous emportent. Voici quelques morceaux : *Hijos del pueblo*, *A las barricadas*, *Cancion de Bourg-Madame* (qui évoque l’entrée en France lors de la *Retirada*), et bien d’autres, avant l’ultime : *Amis, dessous la cendre*, chanson emblématique des luttes d’hier et d’aujourd’hui. Aux dires de spectateurs attentifs, il manque peut-être une rapide présentation de chaque chanson. Le spectacle déjà bien rodé sera présenté de

nombreuses fois, et bien au-delà du Limousin. Pour l’entendre, rendez-vous à Limoges le 4 mars 2017.



No pasaran

Deux portraits de résistants espagnols en Limousin

L'histoire de l'exil républicain espagnol a été marquée par un forte implication dans la résistance aux nazis. Leur rôle le plus connu fut celui de la libération de Toulouse. Mais en Limousin, ils furent aussi nombreux et efficaces. Voici les portraits de deux d'entre eux, ceux "qui se levèrent avant le jour".

Ils étaient prêts à mourir "pour la France et pour une humanité meilleure"

Joaquin et Salvador ne se sont probablement jamais rencontrés. Ni en Espagne, ni sur le plateau de Millevaches. Et ceci, bien que leurs histoires et leurs idéaux aient été comparables, et bien qu'ils aient vécu un temps à 30 kilomètres l'un de l'autre. Ils représentent à la fois le même aspect de la lutte antifasciste, et une différence de taille : le premier était communiste, le second anarchiste. Les luttes qui opposèrent là-bas, les deux forces politiques furent terribles. Toujours est-il qu'ici, ils ont contribué, chacun à leur manière, à chasser les nazis de France. Ce qui nous amène à réfléchir à cette phrase du grand romancier français Jean Giono : "J'ai honte de toutes les guerres", et à ce dilemme : existe-t-il des "guerres justes", à tout le moins "utiles" ? Chacun en jugera avec sa sensibilité et sa philosophie. Franchissant les Pyrénées début 1939, il est évident que nos deux hommes ne se posaient pas ces questions. Mais en décidant de rejoindre les maquis, quatre ans ans plus tard, s'ils pensaient à la liberté de la France, ils imaginaient aussi que notre pays leur rendrait la pareille. Que la patrie des Droits de l'homme ne pourrait faire, moins que les aider à renverser le régime franquiste usurpateur. On connaît la suite.

"Ils imaginaient que la patrie des Droits de l'homme les aiderait à renverser le régime franquiste"

Joaquin Muro était né en 1911 à Alcalá de la Real, près de Jaén, en Andalousie. Il était communiste. Personne ne sait, pas même son fils, comment il a pu arriver à Treignac, où il travaillait comme cordonnier. Déjà surnommé Quino - pseudonyme qui lui restera dans la Résistance - il ne pouvait rester insensible à l'action des maquis de Haute-Corrèze. C'est ainsi qu'il rejoignit fin 1943, un premier groupe

de l'Armée secrète (mouvement formé majoritairement de socialistes), groupe curieusement sans armes. De son propre chef, il prit contact avec le maquis de Guingouin, dans le secteur du Mont Gargan. Une aubaine pour "le Grand" : Quino était un homme décidé, courageux, de plus communiste, et qui savait parfaitement – lui - tenir un fusil. Il devint ainsi instructeur, et chef du bataillon des "Ours", étant de tous les événements qui conduisirent à la libération de Limoges (en août 1944). Resté en France après la guerre, il s'y maria, vécut à Lacelle puis à Brive, avant de mourir à Perpignan en 2000. La mémoire de ce résistant est seulement connue par

les divers témoignages du chef FTP ou de son entourage. On peut dire que son histoire est originale, depuis son arrivée en France, jusqu'aux lendemains de la guerre : un parcours plutôt individuel, et une grande discrétion par la suite.

Salvador Valls l'anarchiste

Salvador, de son nom complet Valls Baquer, avait 10 ans de moins. Né à Barcelone, il s'engagea à seulement 15 ans dans la colonne Durruti, parmi les volontaires anarchistes opposés aux nationalistes franquistes. On en sait plus sur lui, parce que – malheureusement – il passa par divers camps en France, le premier au Vernet, dans l'Ariège. En cela, il ne ressemble pas à Quino, et pourtant ils arrivèrent tous deux en Millevaches, comme un nombre considérable de leurs compatriotes républicains espagnols. Ceci explique le rôle fondamental qu'ils jouèrent dans la résistance corrézienne. Après avoir "déserté" les camps de travail ("désertier" était bien le terme officiel pour des prisonniers pourtant civils), ils furent plusieurs centaines à rejoindre les groupes AS et FTP.



"Le prix du sang et des larmes" - Musée de la résistance de Neuvic Corrèze et P. Estrade

À tel point qu'ils purent constituer des unités homogènes dans la MOI (Main d'Oeuvre Immigrée). Salvador travailla tout d'abord dans une tourbière de St-Merd-les-Oussines et fut ensuite détaché dans une ferme. Puis, embarqué comme ouvrier sur les chantiers du Mur de l'Atlantique, il put s'évader. Revenu à la ferme du Niarfaix, il y resta jusqu'à la fin de sa vie (en 2016), célibataire... chez ses patrons ! Il avait entretemps rejoint la Résistance, comme agent de liaison. Un souvenir personnel résume bien cette période, pour celui qui joua au football à Bugeat, jusqu'à l'âge de 55 ans : "Ce que les camps ont eu de bon, c'est qu'on a pu y parler librement en catalan".



Groupe de travailleurs d'un GTE (groupe de travailleurs étrangers)

Tous différents et tous pareils

Ces deux parcours reflètent à l'évidence beaucoup plus de différences que de points communs. Partis d'une vision idéale de leur pays et de la liberté, ils cheminèrent différemment durant cinq ans. Ils adoptèrent la France (ou furent adoptés ?). Combien d'autres mériteraient d'être cités ? C'est bien le sens du projet de stèle en souvenir de tous les résistants espagnols, projet porté par Paul Estrade, infatigable (re) lanceur de mémoire en Corrèze.

Michel Patinaud

À partir des éléments tirés des ouvrages de MM. Estrade et Grenard, ainsi que de documents personnels.

Muchas gracias a todos los que contribuyeron

Pour aller plus loin

À voir :

"Ceux qui se levèrent avant le jour". Reportage de Télé Millevaches, n° 224 avril-mai 2015, faisant le lien entre un jeune brigadiste de Gourdon-Murat, Damien Magnaval, mort en Espagne, et les travailleurs espagnols des camps de Haute-Corrèze.

"Fugir del oblit" (Echapper à l'oubli). Long métrage documentaire du réalisateur espagnol Abel Moreno. Ce film a été présenté en avant première dans différents lieux du Limousin en septembre 2016. Il raconte le parcours de Pitu (91 ans) qui a passé toute sa vie en fuite. Fuite du franquisme, des camps d'Argeles-sur-Mer, de Dachau, de Treblinka, et même du massacre d'Oradour-sur-Glane...

"Guernica". Reproduction réduite de l'oeuvre de Picasso, à Crocq, près de l'église. Cette peinture mondialement

connue fut commandée à l'artiste par Francisco Largo Caballero, un des Premiers ministres du *Frente Popular*. Ce dernier vécut en résidence surveillée dans la cité creusoise en 1941. Une plaque rappelle ce séjour contraint et douloureux, juste en face de l'oeuvre.

Musée départemental de la Résistance de Neuvic (19) : une place importante y est réservée aux résistants espagnols (nombreuses photos).

À lire :

Les forçats espagnols des GTE de la Corrèze, 1940-44, Ed. Les Monédières, 2004. Actes d'un colloque à Saint-Hilaire-les-Courbes. Ouvrage dirigé par Paul Estrade, très riche et illustré, comprenant notamment un chapitre sur les Espagnols dans la Résistance.

L'exode espagnol en Limousin et les chemins de la mémoire, Ed. Les Monédières, 2012. Ouvrage collectif d'historiens couvrant l'ensemble du sujet (Journées de l'Ateneo).

"Francisco Largo Caballero : de Madrid à l'exil, le séjour à Crocq du dirigeant socialiste espagnol" (1941) : dans la revue de la Société historique creusoise (SSNAHC, tome 60, 2014, par Eva Léger.

Eva Léger et Tiphaine Catalan : "Les réfugiés espagnols en Limousin", dans *Histoire du Front Populaire en Limousin*, Les Ardents Editeurs, 2016.

À entendre :

Émission de la radio associative Fréquence Paris Plurielle du 24 mai 2016, à retrouver sur www.rfpp.net (Eva Léger y présente sa thèse).

Apéro tchatche des Bistrots d'hiver le 12 février 2017, à l'auberge du Sauvage à Rempnat, sur le thème : Mémoire des réfugiés espagnols.

El comunero : chants de luttes de la République espagnole. À retrouver sur facebook : https://www.facebook.com/elcomunermusic/?ref=page_internal

À contacter :

Ateneo Republicano du Limousin : cette association a la particularité – fort rare paraît-il – de réunir des sensibilités politiques et philosophiques diverses. À retrouver sur son blog : <http://ateneodulimousin.canalblog.com/> ou à contacter : ateneorepublicanolimousin@gmail.com

Sur la guerre d'Espagne elle-même, puis le franquisme, les sources sont innombrables. Voici juste quelques coups de coeur. Au cinéma : Viva la muerte (*Arabal*), Mourir à Madrid (*F. Rossif*), Land and Freedom (*Ken Loach*), Fiesta (*P. Boutron*) et Le labyrinthe de Pan (*Guillermo del Toro*). *En littérature*: Les grands cimetières sous la lune (*G. Bernanos*), Plus jamais ça (*A. Trapellio*), Hommage à la Catalogne (*G. Orwell*), Pas pleurer (*L. Salvayre*). *En BD* : L'art de voler (*Antonio Altarriba*) et El paseo de los canadienses (*C. Guijarros*).

Carpe Diem (suite) Le carpiste se rebiffe

Dans notre dernier numéro (IPNS n°56) Michel Bernard a dressé le panorama dévastateur de la pêche à la carpe dans nos lacs... Antoine Teuma, carpiste émérite, pense utile et nécessaire de mettre un peu d'eau dans le vinaigre de notre rédacteur. À chacun ensuite de se constituer son opinion !

Plus d'une page d'un article de fond dédié à la pêche de la carpe : IPNS nous régale ! Essayant d'imaginer la façon dont peut être perçu cet article chez le lecteur habituel d'IPNS, qui - postulat peut-être infondé - a découvert le sujet avec cet article, je ne peux m'empêcher de faire quelques commentaires.

Technologisation : oui mais...

J'ai pris ma première carpe au barrage des Combes en 1992. J'ai ensuite été un "carpiste" assidu pendant une petite dizaine d'années, suite à l'autorisation de la pêche de la carpe de nuit en 1995. Je pratique encore cette pêche aujourd'hui de façon plus épisodique, et avec beaucoup de détachement. Je suis d'accord sur l'essentiel des points développés. La course à l'armement technologique a été et reste hélas consubstantielle de l'évolution de la pêche de la carpe. Les notions de performance et de compétition qui en découlent ont rapidement perverti l'image traditionnelle de cette pêche, faite de patience, de rêverie au bord de l'eau, voire de poésie. Bien entendu, ne généralisons pas. Nous

anglais au début des années 1980, la bouillette a été une source inépuisable de fantasmes tenant plus de la sorcellerie et de la recherche de la pierre philosophale que de la raison scientifique. À ce sujet, il ne faut pas croire tout ce qui est raconté dans les revues carpistes, et encore moins dans les catalogues des marques d'appâts qui les financent via la publicité, à qui on peut faire autant confiance qu'à Monsanto. Cependant, même chez les carpistes les plus bornés, les amorçages massifs à la bouillette sont relativement peu pratiqués, et de moins en moins. Il y a une raison simple à cela: le coût du kilo de bouillettes toutes faites. Le carpiste "fashion-victim" qui achète ses bouillettes d'une marque à la mode à 15 euros le kilo ne va pas pouvoir balancer 10 kg de camelote par le fond pendant très longtemps ! Or, la débauche de matériel onéreux exhibé par les carpistes ne signifie pas que ces derniers roulent sur l'or. Ils se recrutent plutôt dans des catégories sociales modestes.

Sensationnalisme

En publiant la photo d'une carpe obèse, IPNS verse un peu dans le sensationnalisme : les variétés

y mettait aussi du gluten de blé pur : une véritable arme chimique ! Bref, les bouillettes affichaient alors des taux de protéines avoisinant les 90 % ! Conséquence logique de cette diététique charlatanesque: le "boilie-building" des carpes est apparu sur certains plans d'eau dès le début des années 1990. Mais il ne faut pas généraliser : cela ne concerne que certains plans d'eau sur-pêchés. En aucun cas cela ne concerne nos plans d'eau du Plateau. Les carpes de Faux-la-Montagne sont encore de beaux poissons, avec une robe brillante, combattifs et en bonne santé apparente (pas de blessures, pas d'écailles manquantes, etc..).

Futiles histoires...

Si on revient sur les amorçages massifs et le lien avec un pourrissement de l'eau, je pense qu'il y a de l'exagération dans ce qu'IPNS a écrit. Ce "phénomène inquiétant" concerne "des lacs sur-pêchés". Il faudrait certes s'entendre sur la notion de sur-pêche... mais je crois que nos lacs ne sont pas concernés. Avez-vous plongé pour vérifier ? Qui plonge par 4 à 10 mètres de fond pour observer dans le temps la dégradation d'un échantillon de bouillettes ? Vous évoquez "un dépôt nauséabond sur le fond de l'eau" sous lequel "aucune vie ne se développe". Même dans un "bassin de 10 hectares", je vous laisse le soin de calculer la quantité de bouillettes nécessaire pour tapisser de façon continue le fond ne serait-ce que sur 100 m²...

En fin d'article, l'avertissement aux élus du Plateau me semble catastrophiste et contre-productif. Les problèmes de conflits d'usages entre différents modes de pêche et d'atteintes à l'environnement ne sont pas à nier. Je ne suis pas certain que beaucoup d'élus seront convaincus. Et quand bien même, ce serait grâce à un discours anxiogène et basé sur

une peur en grande partie fantasmée, à tout le moins insuffisamment étayée. Au final, toutes ces histoires de pêche à la carpe doivent sembler bien futiles au lecteur... Et à mon avis, elles le sont.

Antoine Teuma
Gentioux

Précisions

Il y va du bon et du moins bon comme dans tous les comportements. Mais lorsqu'une fédération "privatisée" pour un 72 ha carpiste un lac de 450 h, ce n'est pas pour accueillir 25 personnes... et ce jour là, la concurrence aidant, on ne regarde pas à la dépense. Aussi, comment expliquer les immenses rayons de produits carpistes et de bouillettes dans les magasins de pêche ? Les vendeurs ne sacrifieraient pas les trois quarts de leur rayon de pêche pour des produits qui ne se vendent pas. Les prix de la bouillette au goût "exotique" varie de 2€30 à 3€50 le kg.

Michel Bernard



Bistrots d'hiver, nouvelle saison

Il n'y a plus de saisons ! Mais il y a toujours les bistrots d'hiver de Pays Sage. La saison 2017 commencera le 7 janvier à Flayat et se terminera le 26 mars à Jarnages en Creuse. En effet, année après année, l'expertise de l'association Pays Sage est sollicitée en dehors du Plateau pour exporter son savoir faire dans de nouveaux bistrots comme cette année jusqu'à Boussac (le 12 mars), Reterre (le 26 février), Ste-Sévère, dans l'Indre (le 15 janvier) ou Giat dans le Puy-de-Dôme (le 12 février). C'est toujours la formule qui a fait le succès du dispositif qui est répétée : un apéro-tchatche où l'on débat d'un sujet, un bon gueuleton dans le restaurant qui accueille et un concert pour terminer l'après-midi en beauté. Pour les parleurs, on pourra tchatcher autour du pôle viande locale à Cheissoux le 8 janvier, on parlera partage des revenus et de la propriété à Magnat-l'étrange le 15, de jardinage au naturel le 5 février à Nouzerines ou d'autonomie énergétique le

19 février à St-Hilaire-les-Courbes. On pourra aussi rencontrer la revue *La Cardère* à Reterre, saluer les 30 ans de Télé Millevaches à Sornac le 5 mars ou retrouver les auteurs de notre dossier sur la mémoire des réfugiés espagnols en Limousin à Rempnat le 12 février. Côté musique: jazz, manouche, chansons, musiques du monde, blues, musique des Balkans et même un homme-orchestre.

Rendez-vous sur le site de Pays Sage pour le programme complet et détaillé : www.pays-sage.net



Un renard roux dans La Cardère

Le troisième numéro de *La Cardère*, revue à vocation naturaliste créée par l'Association Carduelis, que nous avons présentée dans notre n°56, vient de sortir. Il est consacré au renard roux, l'un des animaux sauvages de notre territoire qui a le plus grand besoin de défenseurs. Suite au bon accueil de la revue parmi la population creusoise, ses promoteurs ont décidé de l'élargir à la région limousine. Pour tout savoir sur la vie, le régime alimentaire et le comportement du renard roux, à travers de nombreux articles ainsi que des dessins, des photos, le portrait d'un grand artiste naturaliste ou encore une BD... On trouvera également trois entretiens avec différentes structures (Fédération des chasseurs de la Creuse, Office national de la chasse et de la faune sauvage et l'Association pour la protection des animaux sauvages) afin de présenter les différents points de vue posés sur l'espèce.

On peut se procurer ce numéro par courrier : il suffit d'envoyer un chèque de 4,90 € à Association Carduelis, Le Fresse, 23130 Peyrat-la-Nonière, ou sur simple demande par mail à carduelis@laposte.net.



Le crépuscule des socialistes en Haute-Vienne

Le dernier livre de Robert Savy, ancien président de la région Limousin (1986-2004), raconte de l'intérieur l'histoire des socialistes de la Haute-Vienne de 1971 à 2016. À 85 ans, l'ancien élu dresse le bilan d'un parti qui a peu à peu sombré dans la médiocrité. Amère leçon de politique dont nous sommes aujourd'hui les héritiers.

Si Robert Savy est avant tout un juriste il fait plus ici preuve du talent de l'historien : son écriture est précise, les phrases sont courtes, le style presque “clinique”, le livre frôle par moment l'ouvrage universitaire à destination d'élèves de sciences politiques, preuves à l'appui. Ainsi, tous les noms mentionnés sont repris à la fin du livre. Si vous souhaitez savoir ce qu'il dit de Stéphane Cambou, de François Mitterrand, de Harlem Désir ou de Marie-Françoise Pérol-Dumont, vous n'aurez qu'à consulter cet index puis retourner au corps du texte. Et quasi systématiquement, une note de bas de page précise dates et sources des citations. Tout est donc vérifiable, et certainement inattaquable.

Un regard critique, une parole moderne

Que nous raconte Robert Savy ? L'histoire de son parti où il se place comme un acteur et un témoin sur une période allant de la fin des années 1960 jusqu'à aujourd'hui. Si il zoome principalement sur la fédération PS de la Haute Vienne, il y a pour

autant une forme d'enchâssement de son histoire personnelle de militant (rassurez-vous, Robert Savy, homme très pudique, parle peu de sa vie privée ou intime ; nous saurons juste que ses parents étaient de modestes agriculteurs, que son épouse était sur la table d'opération le jour où il devait prendre ses fonctions de député à Paris et grosso modo rien de plus...), à l'intérieur de la fédération, à l'intérieur de la région Limousin, à l'intérieur de la France, à l'intérieur de l'Europe... Ce regard est très critique, ce qui fait le sel de cet ouvrage. Des phrases assassines, des propos grinçants, une analyse fine d'une période de notre histoire et du fonctionnement d'un parti. C'est aussi une parole moderne qui pose des questions sur l'avenir et les défis en jeu.

Médiocrité générale

Libre depuis un bon moment de tout engagement d'élu, cet homme, assurément droit, aux convictions affirmées, et qui n'a pas à rougir du travail accompli, répète l'importance que le mot démocratie revêt pour lui. Il nous dépeint un PS haut-viennois qui

s'enlise, s'encroûte, se meurt doucement et depuis longtemps. Dans les raisons de l'échec que connaît son parti le terme de “médiocrité” est central. Médiocrité des personnes qui se professionnalisent en politique, médiocrité des ego qui se battent pour durer, médiocrité de la cour des serviteurs serviles et flatteurs, médiocrité des “élites” et des grands corps de l'État qui travaillent parfois plus pour eux mêmes que pour le bien public, médiocrité des choix politiques de petite envergure ou des visions à court terme. Système du clientélisme, du poids des appareils, des petites combines peu glorieuses, des alliances douteuses... Personne n'est épargné, pas plus Alain Rodet, Marie-Françoise Pérol-Dumont que François Hollande. D'autres, néanmoins, pour qui il garde de l'estime, voire du respect, comme Alain Savary, cet ancien ministre de de Gaulle qui fut aussi ministre de l'éducation nationale de François Mitterrand et avec qui il travaillera pendant deux ans comme conseiller. Respect pour cet homme de convictions qui démissionna de son portefeuille pendant la guerre d'Algérie parce

qu'en désaccord avec ce qui se passait à propos de l'affaire Ben Bella.

Olivier Davigo

Robert Savy, *Le crépuscule des socialistes en Haute-Vienne (1971-2016)*, éditions Geste, 2016, 22 €.



Irritantes Paroles de Notre Savy

La nouvelle grande région

“Cette réforme territoriale n'était ni annoncée, ni attendue : elle ne figurait pas dans les soixante engagements présidentiels de François Hollande (...) Elle a été faite dans la précipitation, sans qu'on en connaisse ni les raisons, ni les objectifs...”.

“En novembre 2014, d'anciens élus régionaux (...), ont à mon initiative lancé un appel au Président de la République pour qu'il “laisse au Limousin le droit de continuer à s'administrer librement” (...) Nous rappelions, dans ce texte, que l'argument tiré de la nécessité d'avoir des régions de la taille européenne n'avait pas de sens : il y a dans l'Union européenne de nombreuses régions plus petites

que le Limousin et avec des pouvoirs plus grands. Nous expliquions que notre petite taille ne nous avait pas empêché d'exercer aussi bien que les autres nos compétences, et qu'elle nous avait au contraire permis d'inventer des politiques originales adaptées à la situation particulière du Limousin (...) Nous n'avons eu aucune réponse à notre appel.”

La “métropolisation” de Limoges

“J'ai souvent regretté que Limoges ne comprenne pas mieux que son propre développement ne pouvait pas se faire au détriment du reste de la région, au risque de devenir la capitale d'un désert.”

Un projet à inventer

“La question de la démocratie et des

libertés individuelles et collectives (...) est en péril si les citoyens n'ont pas les moyens de former librement leur opinion : or, tous les moyens d'information (presse écrite, radio, télévision) sont entre les mains de quelques groupes industriels et financiers.”

Le terrorisme

“L'obsession sécuritaire risque de porter une atteinte excessive aux libertés fondamentales.”

L'économie de marché

“Pour eux [les socialistes], l'intérêt général doit avoir le dernier mot non seulement dans le champ des compétences régaliennes (justice, police, armée) mais aussi dans les domaines de la santé ou de l'éducation, et dans la maîtrise de biens à valeur collective

essentielle comme l'eau, l'énergie, la communication. Or les logiques de marché tendent à s'introduire de plus en plus fortement dans ces diverses politiques, au risque de sacrifier le long terme, l'intérêt collectif et l'égalité des citoyens. Les socialistes n'ont pas aujourd'hui d'idées claires sur la limite à imposer aux mécanismes du marché dans ces divers domaines.”

La mondialisation

“Les socialistes devraient aussi évaluer les politiques actuelles de l'Union [européenne] par rapport aux principes dont ils se réclament : ils s'apercevraient alors qu'elles font la part trop belle à l'idéologie de la concurrence au détriment de ses objectifs de cohésion. Sur tous ces sujets, la pensée socialiste est hésitante.”

“Sur les chemins noirs” Comment Sylvain Tesson a raté un “peuple impossible”

Le romancier Sylvain Tesson est un solitaire. Il a ainsi passé il y a quelques années six mois, seul, dans une cabane en bois au fin fond de la Sibérie. Il raconte cette expérience dans un livre (*Dans les forêts de Sibérie*, Gallimard, 2011) qu'un film a repris récemment. Alors, quand Tesson a entendu parler d'un rapport sur l'hyper-ruralité (voir IPNS n°48), il s'est dit que ça, c'était pour lui ! Qu'en France il puisse arpenter des espaces dépeuplés et oubliés, quasi sibériens, traversant des forêts sans âmes que celles des animaux et empruntant ces “chemins noirs” qu'il affectionne, c'était le rêve ! Il est donc parti à pied, parfois seul, parfois accompagné de quelques copains de solitude, du col de Tende, à la frontière italienne, jusqu'à la pointe du Cotentin, par les chemins délaissés. Ça n'a évidemment pas coupé :

il est passé sur le Plateau : “*Dans les rues vides, je posais la question du naufragé quand il se réveille en pleine eau sur une planche de bois : où est passé tout le monde ? Je traversai Magnat-l'étrange dont le nom m'aimanta, bien que l'endroit eût pu s'appeler Magnat-le-Délaissé.*” Évidemment, quand on presse le pas un jour venteux d'octobre par les forêts du Plateau on peut se poser la question : où sont les gens ? C'était le 5 octobre 2015. Une semaine plus tôt le Plateau était à Tarnac pour la première fête de la Montagne limousine. À une semaine et quelques kilomètres près, notre marcheur solitaire aurait vu un pays à peu près tout à l'opposé de ce qu'il en a retenu. Il y aurait aussi entendu et découvert un discours sur la ruralité qui l'aurait sans doute rassuré, comme le contrepoint vivant du



rapport sénatorial à l'origine de son voyage (il y aurait même croisé les “anarchistes de Tarnac” qu'il cite page 117 !). Il n'aurait sans doute pas été mécontent de découvrir tout cela, lui qui explique que pour les auteurs du

rapport sur l'hyper-ruralité, “*la ruralité n'était pas une grâce mais une malédiction*”, que “*bientôt, grâce à l'État, la modernité ruissellerait dans les jachères, le wi-fi ramènerait les boueux à la norme*” et que “*les bénéficiaires de ces aménagements feraient de bons soldats, des hommes remplaçables, prémunis contre ce que le rapport appelait les “votes radicaux”, car c'était l'arrière pensée : assurer une conformité psychique de ce peuple impossible*”. Un peuple impossible ? Il en aurait trouvé une figure sur ce Plateau qu'il a malheureusement traversé trop vite. Le soir même il était déjà à Clugnat (Creuse) : “*À Clugnat, à dix heures du matin, la marchande était au téléphone : “Non, je n'ai plus de pain, je n'ai plus qu'une tourte.” C'étaient des conversations de pénurie !*”

Sylvain Tesson, *Sur les chemins noirs*, Gallimard, 2016, 15 €.

Une Aquitaine à géométrie variable

Maintenant que nous voilà "Nouveaux Aquitains", il est temps de nous intéresser à cette région à laquelle nous sommes désormais liés. Les historiens limousins nous avaient déjà expliqué (voir IPNS n°53) que notre lien avec elle n'était en réalité pas nouveau. Cécile Treffort, spécialiste de l'époque carolingienne, professeure à l'Université de Poitiers, propose à travers une série de neuf cartes que nous publions ici une balade plus que millénaire, depuis la province romaine d'Aquitaine au IV^e siècle jusqu'à la nouvelle région créée en 2016... Etonnantes évolutions qui prouvent que pendant la

plus grande durée du haut-moyen âge, le Limousin a presque été plus aquitain que Bordeaux ! Ne voyez-là ni revendication irrédentiste, ni volonté de limousiner l'affaire ("Limoges capitale !"), ni justification a posteriori des délires administratifs de notre gouvernement. Seulement curiosité d'historien qui sait relativiser les frontières fixes, les identités définitives et les délires régionalo-nationalistes !

Source : *L'Actualité Poitou-Charentes (devenue depuis L'Actualité Nouvelle Aquitaine) n°111, hiver 2016 (<https://actualite-nouvelle-aquitaine.fr/>)*



À la découverte de l'origine des noms de lieux de la Montagne

C'est un très bel ouvrage que nous propose aujourd'hui l'Institut d'études occitanes du Limousin, érudit et agréable à lire, instructif et réjouissant, à la fois recueil plein d'enseignement et bel objet pour amoureux des livres, des mots et du Plateau.

Que les noms de lieux (les toponymes si vous voulez être experts) disent beaucoup de choses sur l'histoire et l'identité d'un territoire, on en aura la preuve au fil des pages de cet ouvrage dont la publication était attendue. Savez-vous que la Chassagne vient du mot occitan "chassanh", le chêne et désigne la chênaie ? Et que Le Monteil signifie le petit mont ? Êtes-vous au courant que la Bonnaygue ou Vergneredonde ne sont pas des noms rigolos qui ne veulent rien dire ? Et que le suffixe latin - *acum* signifiant "le domaine de" est à

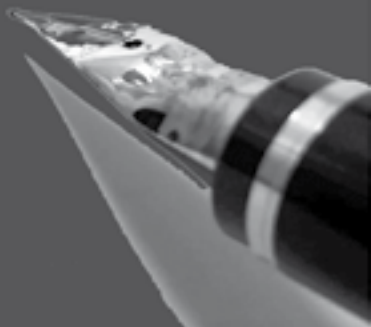
l'origine de tous les noms finissant par -ac ? Ne me dites tout de même pas que vous ignoriez que la racine préindoeuropéenne Trukk-, signifiant la hauteur, a donné son nom au village du Trucq à la Courtine ! Connaissiez-vous Plancoulaine, le Tourondel, Bonnefont-Cigale, Pimpérigeas ? Non ? *E ben, per mon arma...* Ce livre, qui rapidement devrait mettre un terme à toutes ces petites lacunes toponymiques, est fait pour vous. Grâce à une dizaine d'entrées thématiques, ses nombreux dessins, photos et illustrations, ce guide vous propose une découverte du témoignage culturel, humain, historique et paysager

que nous livrent les noms de lieux du Parc naturel régional de Millevaches en Limousin. De quoi vous permettre de déjouer bon nombre des énigmes linguistiques affichées sur les panneaux d'entrées de villages. De quoi suivre autrement les routes et chemins de la Montagne Limousine. De quoi vous souvenir aussi que votre pépé ou votre vieux voisin du fond du village parlaient occitan !

Pour vous mettre l'eau à la bouche, IPNS vous propose ici deux des pages de cet ouvrage qui allie avec bonheur, photos, textes et dessins.



Chroniques d'exils



Persécutés au pays, déboutés en France

Dans un récent rapport, le Centre Primo Levi, principal centre de soins en France consacré aux personnes réfugiées ayant été victimes de la torture et de la violence politique, annonce que plus de 50 % des patients suivis en 2015 ont été déboutés du droit d'asile. Ce constat est partagé avec les associations similaires. Ils sont quelques centaines à être repérés par ces associations, mais combien sont-ils parmi les quelques 40 000 personnes qui sont chaque année déboutées du droit d'asile en France à passer à travers les mailles du filet de protection de la procédure d'asile pour tomber dans les statistiques des "déboutés" ? Avec 67% de rejets en 2015 (contre 47% en moyenne dans l'UE) la France occupe la 25ème position dans l'UE en termes de taux d'accord, juste devant la Hongrie et la Pologne !

Les extraits de notifications de refus de demandes d'asile des patients du centre de soins Primo Levi, font tristement écho à celles, tout aussi stéréotypées, que nous avons eu l'occasion de lire depuis que nous recevons des déboutés : "Le récit s'est révélé impersonnel et particulièrement désincarné" ; "Ses allégations furent invariablement nébuleuses" ; "Les témoignages apparaissent rédigés pour les besoins de la demande"... De façon générale, on note un esprit de suspicion qui consiste à "débusquer le mensonge" dans une procédure où tout ne peut pourtant pas être prouvé (les tortionnaires ne laissent pas de certificat...).

La décision d'accord repose essentiellement sur l'entretien réalisé à l'OFPPA où l'exigence de "crédibilité" est centrale. Or celle-ci est souvent incompatible avec la réalité psychique de la plupart des victimes de torture. En effet les conséquences des traumatismes subis génèrent des troubles divers (troubles de la mémoire, anesthésie émotionnelle, anxiété parfois paralysante, etc.) qui ne sont pas pris en compte et peuvent fausser le jugement des officiers de protection. Le rapport note par ailleurs que les certificats médicaux faisant état de syndromes post traumatiques sont souvent ignorés, contrairement à ceux faisant état de blessures physiques. Même si l'officier est bienveillant, l'entretien, qui est relativement court, s'apparente à un interrogatoire de police. Or il faut du temps et de la confiance pour pouvoir dire les violences, dévoiler son intimité. C'est la procédure elle-même qui est inadaptée.

Pour la personne déboutée, les conséquences de la décision de rejet sont dramatiques. Sur le plan psychique, c'est nier son vécu, et donner raison à ses tortionnaires, raviver le traumatisme. Sur le plan social c'est la condamner à l'insécurité, à la misère, la précarité. Alors, crise migratoire ou crise de l'asile ?

Pendant ce temps, ici et ailleurs

L'installation des CAO (centres d'accueil et d'orientation), suite au démantèlement de la jungle de Calais, génère un immense mouvement de solidarité : des collectifs se créent partout en France, chez nous en Corrèze, en Haute-Vienne, afin d'apporter aide et soutien, information et sensibilisation. En dépit des discours nauséabonds (citons à ce sujet la tentative des élus FN de Guéret de faire adopter la charte "Ma commune sans migrants"), en dépit de la répression qui s'abat sur les militants solidaires de la vallée de la Roja à la frontière italienne où la situation est dramatique, nous sommes nombreux à dire "Chabatz d'entrar", "Bienvenue". À quand un grand mouvement d'opinion en faveur d'un accueil digne ? Cela ne coûterait pas plus cher que ce qui est dépensé pour bloquer les entrées, expulser, débouter, et ce serait tellement moins coûteux en vies détruites.

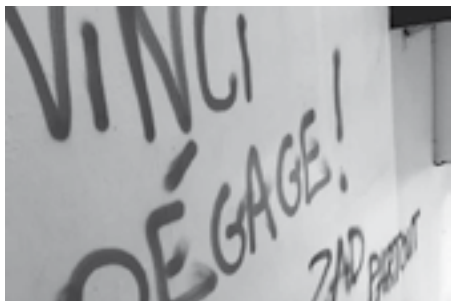
MAS et Cimade de Peyrelevalde et Eymoutiers



Contacts :
Cimade Eymoutiers :
eymoutiers@lacimade.org 06 41 45 66 17
MAS Eymoutiers :
contact@assomas.fr 06 78 73 53 04
Cimade Peyrelevalde :
peyrelevalde@lacimade.org 07.78.54.28.74
MAS Peyrelevalde :
lemaspeyrelevalde@riseup.net

17 000 € pour un tag

En janvier 2015, l'État et Vinci finalisent les dernières procédures d'expulsions de paysans et autres habitants historiques de Notre-Dame des Landes. En solidarité, à Limoges, au cri de "Ce samedi, c'est la fête à Vinci" une bonne centaine de manifestants se rend dans un parking du centre ville appartenant à Vinci. Là, sur les grands murs gris, certains se lancent dans le coloriage : "Vinci dégage", "Non à l'aéroport et son monde"... Thés et cafés sont offerts aux automobilistes qui repartent sans avoir à payer leur stationnement... Fin de la récréation, la police déboule et embarque une personne. Après 48 heures de garde à vue, cet habitant de la Montagne limousine est convoqué au tribunal correctionnel de Limoges, accusé de "dégradations, rébellion, incitation à la rébellion et refus de signalétique (empreintes digitales, photos, ADN...)".



Résultat : le tribunal le condamne à 17 329,20 € pour le tag (devis des travaux de peinture à payer à Vinci), 1 050 € de dommages et intérêts pour les trois policiers, 127 € de frais de justice et 4 mois de prison avec sursis... Cette note très salée s'ajoute à la liste des condamnations de plus en plus lourdes, au cours des derniers mois, à l'encontre de la moindre résistance. Une politique du "frapper fort et condamner fort" décuplée par l'état d'urgence, visant à faire taire les personnes qui protestent autrement qu'en sages pétitions. Suite à ce jugement, un appel a été déposé, qui fera l'objet d'une nouvelle audience début février. Pour suivre l'affaire ou manifester votre solidarité : 17000euros pour un tag@riseup.net

Télé Millevaches fête ses 30 ans

La télé locale du Plateau est née en 1986. Elle fête donc ses trente ans. Un anniversaire qui déborde sur 2017 pour se concrétiser par une exposition à la Bibliothèque francophone multimédia de Limoges du 24 janvier au 25 février 2017. Des salons de visionnage permettront de découvrir les diverses facettes du Plateau à travers des images de la télé et quatre rencontres auront lieu les samedis 4, 11, 18 et 25 février autour de thèmes spécifiques qui identifient et la télé et le Plateau.



Le programme détaillé sera sur le site de la BFM (www.bm-limoges.fr) et sur celui de Télé Millevaches (https://telemillevaches.net).

La Nouvelle Aquitaine confie sa pub à Havas

Après un appel d'offres lancé en avril dernier, notre nouvelle grande région, la Nouvelle Aquitaine, a confié son budget média à Havas Media, la branche médias de Havas, le cinquième groupe mondial de communication. L'agence sera en charge du conseil, de l'achat et de la gestion d'espaces publicitaires dans les médias régionaux, nationaux et internationaux et autres supports. Le budget est estimé à 6,4 millions d'euros HT pour une durée de quatre ans. Intéressant à savoir pour les petites structures qui comprennent ainsi mieux les disparitions de subventions. Effectivement, dans ce contexte, il faut faire des économies...

"Terras comunas"



L'Institut d'Études Occitanes du Limousin a produit un film, réalisé par Jean-Marie Caunet et Jean-Paul Faure, intitulé "Terres communes". Diffusé le 5 décembre sur France 3 il sera projeté ailleurs et est consacré au communisme rural sur le Plateau de Millevaches. À travers différents personnages qui témoignent en occitan et en français de cette tradition tenace, on mesure combien les événements historiques qui se sont succédés depuis (première guerre mondiale, mouvements de résistance pendant la Seconde Guerre, exode rural, guerre d'Algérie, etc...) ont pris sur ce territoire une coloration singulière. Aujourd'hui une jeune génération a pris la relève du mouvement. Autour du village de Tarnac et de son épicerie, elle cherche à donner une forme nouvelle à cette même utopie...

Les écoles rurales râlent



Le mouvement "Éducation Durable" lancé le 22 septembre 2016 à St-Yrieix-la-Montagne, en Creuse, a recueilli plus de 500 signatures en quinze jours. Il s'agissait de mobiliser les habitants pour le maintien du regroupement pédagogique intercommunal de St-Yrieix-la-Montagne, La Nouaille et St-Marc-à-Loubaud, et plus globalement de défendre les petites écoles rurales

menacées par les projets de l'Éducation nationale : "Depuis trois ans, l'Éducation nationale nous a imposé les nouveaux rythmes scolaires, le protocole de rassemblement des RPI et le changement du cycle 3 regroupant maintenant CM 1, CM 2 et sixième. Certes, la logique numérique est implacable : il est difficile de maintenir une classe ouverte avec seulement 10 enfants. Cependant, la République a le devoir d'éducation pour tous les enfants et ces mêmes enfants ont un droit à l'enseignement qui ne doit pas être pollué par des transports interminables, des classes surchargées, une fatigue spoliant les résultats."

Au Monteil-au-Vicomte, trois familles souhaitent inscrire leur enfant (de 3 ans) à partir de janvier 2017 mais l'Éducation nationale refuse ces inscriptions. La DASEN du département explique qu'elle ne peut pas accueillir plus d'enfants dans l'école car ceci l'obligerait à rajouter un enseignant supplémentaire... comme l'a prescrit la ministre de l'Éducation nationale. Pour les parents et la mairie qui se mobilisent, "ces enfants de trois ans (ou presque) ont les mêmes droits que ceux des zones urbaines."

La Villa des Cars en fête

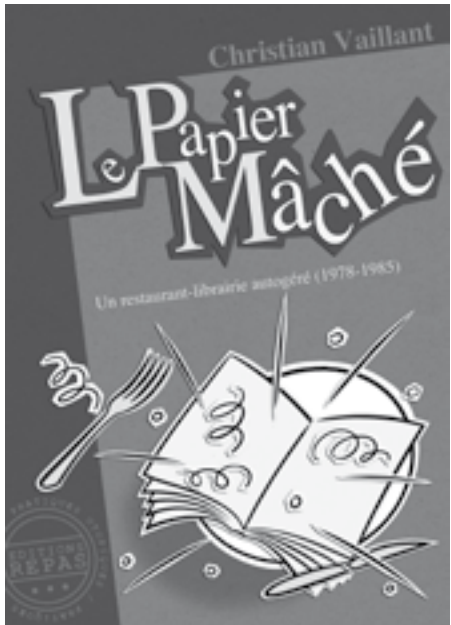
La Villa des Cars en Fête est une association loi 1901 qui vise à promouvoir le site antique des Cars, à Saint-Merd-les-Oussines, pour mieux mettre en valeur et faire découvrir ce lieu majestueux et rare de Haute-Corrèze. L'objectif de l'association est de pérenniser les actions déjà menées en les actualisant afin d'offrir au public une fête renouvelée : "À cette fin, explique-t-elle, il s'agit de réunir à nouveau les nombreux et indispensables bénévoles autour de ce projet, toujours pluridisciplinaire, et en mettant en lumière des tranches de vie dans l'antiquité gallo-romaine". Des ateliers sont prévus tout au long de l'année que vous ayez envie d'apprendre le geste du potier, enseigner la calligraphie ou participer à la gestion de l'association.

Blog : <http://lescarsenfete.over-blog.com>
Contact : ruinesdescars@gmail.com

Un peu d'autogestion ne vous fera pas de mal

Les fondateurs de la Scop La Navette, de la Biscuiterie du Plateau et du salon de thé Le Volubilis à Faux-la-Montagne, ont eu une autre vie. De 1978 à 1985, ils ont été partie prenante d'un restaurant-librairie autogéré à Nice, une de ces nombreuses (mais méconnues) initiatives autogestionnaires de cette époque. Christian Vaillant raconte cette histoire dans un ouvrage dont le titre reprend le nom de l'établissement : Le Papier mâché. Bon appétit et bonne lecture !

Christian Vaillant, Le Papier mâché, éditions Repas, 2016, 12 €



Maladie d'amour

À Faux-la-Montagne, M. et Mme M. ont fait passer par la mairie une petite annonce pour rechercher leur paon femelle. Ils donnaient une récompense de 50 € à qui l'attraperait. Le paon mâle qu'ils avaient réussi à capturer était très triste et se laissait mourir...



Un garage dans mon village

C'est parti, "un garage dans mon village" a démarré sa tournée le mardi 29 novembre. Samuel Baizeau a mis en place un système itinérant sur le Plateau pour proposer ses services de mécanicien automobile. Il propose un service de mécanique auto au plus proche des gens : devis, réparations, entretien, diagnostic électronique, check-up, pneus, électricité, tous les

services d'un mécanicien diplômé dans un garage ambulant ! Une tournée a été lancée pour tester sa grande tente sous laquelle il peut faire, sur la place de votre village ses interventions.

En savoir plus : www.ungaragedansmonvillage.fr



Abécédaire du cyclisme limousin

Nous poursuivons aujourd'hui par la lettre B cette rubrique entamée dans le n° 56 d'IPNS.



Le Bol d'or des Monédières

Une des plus emblématiques, et sûrement des plus populaires épreuves cyclistes du Limousin. Créé en 1952 par le célèbre accordéoniste Jean Ségurel, dans la commune de Chaumeil, dont il était maire, le Bol d'Or a réuni chaque année les meilleurs coureurs du monde. Le parcours, qui a varié au cours des ans, et s'est finalement fixé sur une boucle d'une vingtaine de kilomètres autour de Chaumeil, a toujours emprunté des parcours routiers sélectifs (les Monédières sont connues pour leur relief accentué) qui contribuaient à donner à l'épreuve un caractère plus proche d'une classique sur route que d'un critérium.



1956 - De gauche à droite : Poulidor, Anquetil, un dirigeant cycliste, Jean Segurel, Stablinski, Bahamontés et devant assis : Altig.

De 1952 à 1967, les vainqueurs du Tour de France, les champions du monde, les spécialistes des classiques se retrouvaient le premier jeudi du mois d'août à Chaumeil. Robic, Bobet, Anquetil, Van Looy, Poulidor, Adorni, Altig, entre autres, ont franchi la ligne d'arrivée en vainqueurs. Après un arrêt de quinze ans, le Bol d'Or a repris en 1982 avec comme lauréat Bernard Hinault, qui en était à sa quatrième victoire dans le Tour de France. Ce jour là, l'affluence fut énorme et ne se démentit pas les années suivantes, avec des vainqueurs de premier plan comme Eric Caritoux, Stephen Roche, Frédéric Brun, Luc Leblanc, Richard Virenque, Jacky Durand, Laurent Jalabert, Christophe Moreau... Jusqu'en 2002, le Bol d'Or se disputa tous les ans à l'exception des passages du Tour de France en Corrèze :
- 1987 : arrivée à Chaumeil (au Suc au May)
- 1996 : arrivée à Tulle
- 1998 : Brive et Corrèze (année de l'abandon forcé des Festina)
- 2001 : Arrivée à Saran.
- Après 2002, et la victoire de Vignon, le circuit de Chaumeil fut utilisé de 2005 à 2012 comme site d'arrivée de la course Paris-Corrèze, créée en 2001 par Laurent Fignon et qui ne fut plus organisée à partir de 2013. En complément de la course des professionnels, le circuit de Chaumeil accueille, toujours le premier jeudi d'août, des épreuves cyclo sportives et des courses réservées aux plus jeunes. Et, comme toujours, la journée se termine par une fête de l'accordéon et un bal populaire réunissant sur la place de l'église des milliers de danseurs. Le succès du Bol d'Or des Monédières a suscité la création d'autres épreuves au nom similaire, ou proche :
- le Bol d'Or de Rochechouart (87), qui avait commencé en 1978 à Saint Gervais-Videix (à quelques kilomètres de la sous-préfecture de la Haute-Vienne) et eut lieu à partir de 1989 à Rochechouart. Il accueillit les meilleurs amateurs français et même, de 1996 à 2000, les professionnels ; la dernière édition eut lieu en 2001.
- le Bol d'Air creusois, réservé aux professionnels, a connu 9 éditions, de 1990 à 1998.
- La commune d'Affieux, près de Treignac, et à une vingtaine de kilomètres de Chaumeil, était, dans les années 1960-1970, le théâtre d'une modeste compétition régionale baptisée avec ironie "Timbale d'argent".

Jean-François Pressicaud

Le label “Site Rivières Sauvages” décerné à la Gioune et au Pic

L'eau fait partie intégrante de l'identité du département de la Creuse. L'intervention en faveur de la préservation du patrimoine hydrographique est donc essentielle sur le territoire creusois. Depuis plusieurs années, le conseil départemental a fait de la gestion concertée de la ressource en eau le premier axe de sa politique environnementale. Il s'est par ailleurs engagé dans un projet ambitieux d'obtention du label national "Site rivières sauvages" qui s'adresse exclusivement aux cours d'eau d'excellente qualité considérés comme "sauvages".



Remise du label "Rivières sauvages" au Villard le 19 juillet 2016

En France, seulement 7 % des masses d'eau sont en très bon état écologique, selon la norme européenne, et moins de 1 % des rivières pourraient être qualifiées de sauvages. Dans le département de la Creuse, le réseau hydrographique avoisine les 5 500 kilomètres de cours d'eau et parmi l'ensemble des masses d'eau inventoriées seulement 2,2 % sont en très bon état. Parmi ces rivières, deux ont été labellisées : La Gioune, depuis l'étang de Féniers jusqu'au hameau de Bunleix sur la commune de Croze, et le Pic (ou le Tourtouloux) de sa source sur la commune de Royère-de-Vassivière jusqu'au hameau de Theillet, sur la commune de Saint-Martin-Château.

ronnement proche, et plus largement leur bassin versant, s'inscrivent dans des paysages de pâtures, de forêts de feuillus et de résineux, typiques du Plateau.

L'obtention de ce label permet d'identifier les plus belles rivières du département et de France. A ce jour seules 8 rivières sont labellisées dont 2 en Creuse. Il permet également de développer l'appropriation collective, de préserver et valoriser ces rivières les plus patrimoniales de France, de valoriser le territoire à une échelle locale et nationale et d'intervenir et de développer des outils de gestion innovants et exemplaires.

Il est à noter que ce label n'a pas de valeur réglementaire, qu'il est accordé pour une durée de 5 ans et peut être reconduit sous certaines conditions (principe de non dégradation).



8 rivières labellisées en France

Ces deux rivières d'eaux vives prennent leur source sur le plateau de Millevaches, et appartiennent respectivement aux bassins versants de la Creuse et de la Vienne. Leur envi-

Sauvages pourquoi ?

Ces deux rivières sont remarquables pour plusieurs raisons :

Elles présentent un très bon état de conservation, qui a pu être apprécié grâce à l'évaluation de 45 critères répartis sur 9 thématiques :

- L'hydro-morphologie, les formes fluviales adoptées en fonction des conditions géologiques et climatiques, l'état de la végétation rivulaire, etc.
- L'occupation du sol et l'activité en fond de vallée qui s'attache à la présence humaine et aux activités ayant un éventuel impact pour le milieu aquatique.
- La qualité de l'eau qui recherche les éléments polluants et définit la qualité globale du cours d'eau.
- La biodiversité qui permet d'évaluer la diversité floreo-faunistique du cours d'eau.
- La fréquentation humaine en haute saison qui caractérise la pression anthropique que subit le milieu.
- L'occupation du sol et l'activité sur l'ensemble du bassin versant, qui définit à plus large échelle l'activité de ce bassin.
- Les espèces et la gestion des mi-

Dans le département de la Creuse, parmi l'ensemble des masses d'eau inventoriées, seulement 2,2 % sont en très bon état



La Gioune
Photo M. Tijeras CD23

La Gioune
Photo M. Tijeras CD23



Le Pic à Augerolles

Photo C. Péan

lieux remarquables qui caractérisent les périmètres de protection existants (comme Natura 2000) et les espèces emblématiques présentes.

- La morphologie générale.
- Les acteurs et la gestion du bassin versant, au travers de différents outils de gestion mis en place.

Ces diverses thématiques sont à l'image de la complexité de l'évaluation exhaustive d'un milieu et de son environnement. L'ensemble des critères permet in fine d'évaluer le degré de naturalité d'une rivière, autrement dit son caractère "sauvage".

Un programme d'actions de 5 ans

Pour valoriser et veiller à la conservation de ces deux rivières, les compétences et savoir-faire de différents acteurs locaux seront mobilisés dans le cadre d'un programme d'actions de 5 ans aux côtés du conseil départemental de la Creuse porteur de ce label. On recense les communautés de communes des territoires concernés (Bourganeuf Royère de Vassivière, Sources de la Creuse, Creuse Grand Sud), le Parc naturel régional de Mil-

leverages, l'établissement public territorial du bassin de la Vienne, la Fédération de pêche de la Creuse, les Jeunes agriculteurs, l'Agence de développement et de réservation touristique de la Creuse et le Conservatoire des espaces naturels du Limousin.

Sont notamment prévues des actions de communication et de sensibilisation, des interventions auprès du public scolaire (classes de cycle 3), la recherche d'espèces protégées, et, lorsque cela est nécessaire, l'accompagnement personnalisé des propriétaires riverains des cours d'eau ou des exploitants agricoles et sylvicoles. Un suivi de la qualité des milieux est programmé ainsi qu'une gestion halieutique adaptée. Le succès de cette démarche engagée sur ces territoires de grande valeur est conditionné par l'adhésion des habitants qui ont su préserver la qualité de ces milieux fragiles.

*Florent Iribarne,
Responsable assistance technique
rivières baignades au conseil
départemental de la Creuse*